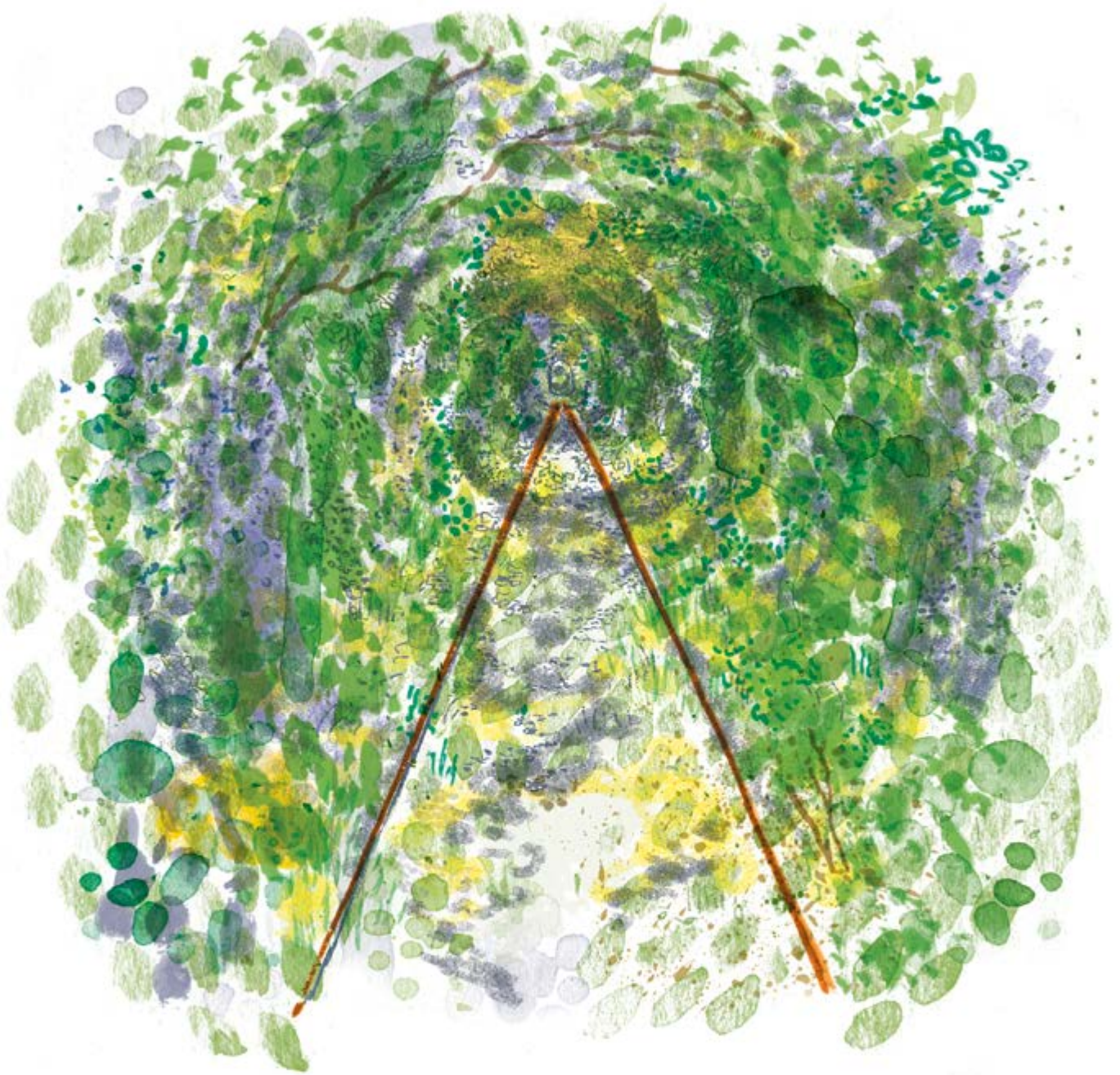


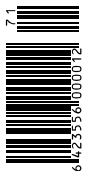
REGARD

regard.ro



AU BOUT DU BANAT

Regard 71
15 juillet - 15 octobre 2015
12 lei





REGARD



Regard 71 15 juillet - 15 octobre 2015

RENCONTRE

Ada Milea 4

SOCIETE

Plan de chasse 10
Entre prises et recul 14
Forts courants diplomatiques 22

A LA UNE

Au bout du Banat 26

ECONOMIE

Où le gaz conduit 40
Enfin la récolte ? 43
Question de valeur 45

HORS FRONTIERES

Sur les planches du réel 50
La veine musulmane 53
Plongée dans le gouffre 56

CULTURE

Arts à l'ouest 60
Lana, l'étoile filante 65
Impressions culturelles 72

AVEC ELEGANCE

Daniel est kinésithérapeute, sa femme, Elena, est psychologue. Ils ont un garçon de six ans et habitent un petit appartement dans un immeuble de trois étages du côté de Piața Muncii, à Bucarest. Tout près, la famille dispose d'un parc assez bien entretenu, elle s'y promène souvent, notamment les soirs d'été. Environ une fois par mois, ils partent rendre visite aux grands-parents maternels qui vivent sur les hauteurs de Câmpina, à moins de deux heures de la capitale. Et pendant les grandes vacances, si les premiers mois de l'année ont été bons, ils voyagent généralement en Grèce, ce n'est pas très loin, le trajet peut se faire en voiture. Elena et Daniel sont un couple comme il y en a beaucoup en Roumanie. Des gens doux et agréables, qui parlent avec modération, en souriant quand il y a lieu de sourire, en riant quand il y a lieu de rire, qui ont de l'empathie, de l'éducation, une vision pragmatique et mature de leur quotidien, et un regard sur la marche du monde souvent surprenant de lucidité et savoir. Des couples comme Elena et Daniel, il y en a beaucoup aussi ailleurs, parfois dans des pays peu recommandés. Où l'on a du mal à imaginer un autre quotidien que celui qu'on nous décrit. Pourtant, malgré les aberrations dont ils peuvent être victimes, malgré les dysfonctionnements divers de leur société, ils ont une vie plutôt normale, avec ses joies et ses petits malheurs, parfois ses grands bonheurs. Des gens qui n'ont pas besoin de se faire valoir, qui savent qu'il ne sert à rien de se rendre malade pour avoir plus. Et qui ne demandent pas davantage que de partager, de temps en temps, une bonne table entre amis ; ils ont compris que le bonheur suprême était peut-être juste là, devant son assiette et une bouteille de vin. Et qu'entre deux éclats de rire, il y aura la chaleur de la main de l'être aimé. Je me dis que tous ces couples comme Elena et Daniel mériteraient sans doute d'être davantage respectés par l'homme politique ou quelque entité que ce soit ayant un impact sur leur vie. Qu'il faudrait peut-être aussi arrêter de les déranger sans cesse avec un tas de choses dont ils n'ont pas vraiment besoin. J'ai envie de leur souhaiter de belles vacances, en espérant qu'ils rencontreront d'autres couples comme eux, peut-être en Grèce. Des couples qui ont ce courage de vivre avec élégance, malgré tout.

Laurent Couderc

Couverture : Sorina Vasilescu

Ada Milea est une artiste atypique, très appréciée par un public qui lui rend une belle affection. Ses adaptations en chansons des poèmes de *Cartea cu Apolodor* de Gellu Naum et du roman *Don Quichotte* de Miguel de Cervantès ont ravi autant les enfants que leurs parents. Elle partage depuis son temps entre le théâtre, où elle compose des accompagnements, et les petites salles de concert à travers tout le pays.

« *Je suis les mots, et la musique sort* »

Regard : Vous avez commencé votre carrière d'artiste en tant que comédienne avant de devenir chanteuse. Pourquoi ce virage ?

Ada Milea : Je ne suis jamais vraiment passée à la musique, je suis toujours restée dans le théâtre. Ou plutôt je dirais que je suis restée à cheval entre le théâtre et la musique. Cet entre-deux me convient bien. Durant mes années de faculté, j'ai pris une option de théâtre intensif mais je n'ai jamais été une très bonne comédienne. Après mes études, j'ai travaillé au Théâtre national de Târgu Mureș pendant trois ans, sans obtenir de rôles importants. Depuis, j'ai pris une autre route.

Vos premiers textes étaient plutôt critiques à l'égard du pouvoir. La chanson vous a-t-elle permis de mieux vous exprimer ?

Je n'ai pas choisi telle ou telle direction consciemment, je voulais simplement dire des choses. Par exemple, quand des problèmes sont apparus entre la communauté roumaine et

magyare en Transylvanie dans les années 1990, moi-même étant moitié roumaine, moitié magyare, j'ai senti le besoin de m'exprimer. Les deux camps se sont fâchés contre moi, preuve que j'ai été impartiale.

Après avoir été très politiques, vos textes sont devenus plus poétiques et surtout destinés aux enfants. Pourquoi ?

J'ai vu que rien ne changeait et que mes chansons n'étaient bonnes qu'à contrarier les susceptibilités, il n'y avait donc pas de sens à continuer dans cette direction. En parallèle, je suis tombée sur ce superbe livre de Gellu Naum, *Cartea cu Apolodor*. Je me suis alors dit que faire un résumé musical des voyages du personnage principal, un pingouin, serait plus intéressant. Et puis j'aime bien commencer des choses nouvelles. J'ai eu beaucoup de plaisir à adapter ces textes, tout comme les autres qui sont venus après. Plus tard, j'ai repris en chansons les volumes de Cervantès. Les gens n'ont plus la patience de lire *Don Quichotte*, mais en musique,

cela passe mieux. J'ai même vu des enfants acheter l'ouvrage après avoir assisté à l'un de mes concerts. Mon travail est de réunir le théâtre et la chanson, en quelque sorte. Je n'ai jamais pu être totalement musicienne car je n'ai pas les études nécessaires, je suis plutôt ignorante d'un point de vue musical. D'ailleurs, je n'ai jamais eu la prétention de faire de la musique.

D'où vient alors votre sens du rythme et des notes ?

Je ne sais pas. Quand on parle, on sort des sons et ces sons peuvent être posés sur une partition de plusieurs façons. Même si les musiciens professionnels ne le comprennent pas toujours. Ils me disent que je ne tiens pas la mesure, bien que cela sonne bien. Je suis les mots et leur sens, et la musique sort.

Pensez-vous que le roumain est une langue de la poésie ?

Je pense que chaque langue a sa propre poésie. L'important est que

Sur scène, elle est impressionnante d'énergie et de charisme. En privé, c'est une personne timide, sa voix monte seulement si on lui demande de chanter quelques couplets. *Regard* a rencontré Ada Milea fin juin dans un café-concert de Bucarest, juste avant son spectacle.

l'on sache la mettre en valeur. J'ai essayé de chanter *Cartea cu Apolodor* en anglais, mais cette langue demandait une autre musique ; ce fut la même chose en allemand. Les textes de Gellu Naum perdaient de leur substance. J'ai réalisé qu'il fallait garder le sens mais jouer avec la langue, et changer un peu l'histoire. J'aurais trahi l'esprit du poème si j'avais tout traduit mot-à-mot, or il valait mieux trahir les mots que le poète.

Quelle est votre version préférée ?

C'est comme me demander de choisir entre trois gâteaux. Je peux aimer celui-là aujourd'hui, et un autre demain... Je travaille actuellement sur un nouveau projet avec un metteur en scène de Cluj. Il s'agit d'une adaptation de la pièce *Ubu enchaîné*, d'Alfred Jarry. Ce sont ces projets théâtraux qui me passionnent, plus que les chansons en elles-mêmes. Les metteurs en scène me proposent leur univers et je leur propose mes compositions. Mais je ne chante jamais dans les spectacles. Ce n'est qu'après que j'adapte les chansons composées pour le théâtre et les chante en concert. Je voudrais ajouter qu'il y a des troupes très intéressantes en Roumanie, comme celle du Théâtre national de Cluj, j'ai souvent travaillé avec eux. J'aime aussi les troupes de théâtre indépendantes, comme Reactor, également basée à Cluj. Récemment, ils ont créé un spectacle sur des textes du poète et écrivain contemporain Dan Coman. La pièce s'appelle *Ghingha*.

Vous vivez à Cluj ?

Non, je vis où j'ai du travail. Je suis récemment restée quasiment un mois à Timișoara, et bientôt j'irai à Sibiu. Je serai à Bucarest en novembre et décembre pour un projet au théâtre Odéon. Je n'ai de domicile fixe que sur ma carte d'identité.

Vous avez largement critiqué l'évolution de la société roumaine dans les années 1990, et notamment la

classe politique. Après 25 ans de transition, dans quel état trouvez-vous votre pays ?

Aujourd'hui, les chansons de mes débuts me paraissent inutiles. Disons que je suis dans une passe pessimiste. Mais j'aime la Roumanie et ses gens, même s'il y en a beaucoup que je n'aime pas. C'est en roumain que je me sens le mieux, c'est dans cette langue que je chante avec le plus de plaisir. J'ai critiqué ce pays parce que je l'aime, c'était le cri de quelqu'un qui voulait que les choses changent, et pas seulement en brandissant un drapeau. Je croyais dans la force des gens. Depuis, j'ai peut-être un peu vieilli.

S'il fallait définir la Roumanie, en trois mots...

Un bel endroit. Mais à une époque, je disais que la Roumanie était une république mioritique, en référence à la ballade *Miorița* (poème populaire roumain qui raconte l'histoire de trois bergers, dont deux vont s'unir pour tuer le troisième et récupérer ses moutons, ndlr). L'histoire du berger tué parce qu'il avait plus de moutons me semblait très juste.

« *Je pensais pouvoir partir en emmenant mon âme avec moi, mais je me suis rapidement rendu compte que je n'étais partie qu'avec mon corps. Mon cœur m'a rappelée*

Avez-vous déjà pensé quitter le pays ?

Mais je suis partie, puis je suis revenue. Je suis entrée au Cirque du Soleil en 2002, ce fut une belle histoire. Je pensais pouvoir partir en emmenant mon âme avec moi, mais je me suis rapidement rendu compte que je n'étais partie qu'avec mon corps. Mon cœur m'a rappelée. L'aventure a duré deux mois seulement, or j'avais un contrat de trois ans. Heureuse-



ment, les responsables du Cirque du Soleil ont vite compris eux aussi que ce n'était pas pour moi. Ils ont été très gentils, très compréhensifs.

Vos concerts font salle comble, beaucoup de jeunes sont sensibles à vos chansons malgré des textes parfois ardues...

Je suis heureuse que ma musique leur plaise. Quand j'ai mis des répétitions de nouvelles chansons sur Youtube, réalisées dans ma cuisine, l'engouement a été immédiat. Les



salles de concert se sont effectivement remplies. Surtout, j'ai attiré un nouveau public de jeunes. Je suis très heureuse de pouvoir chanter à la fois des chansons amusantes et d'autres plus sérieuses. Récemment, j'ai sorti un disque d'adaptation des poésies de Ion Mureșan. Ses textes sont très beaux mais difficiles à suivre. C'est extraordinaire d'avoir un public suffisamment ouvert pour apprécier autant des chansons légères que les réflexions de Ion Mureșan qui nous dit qu'il est « *seul sous la terre* ». Mon public est devenu très varié. Lors d'un

concert, j'ai vu un rockeur tatoué avec des piercings assis juste à côté d'une dame élégante accompagnée d'une petite fille. Le plus étonnant est que la petite fille a demandé une comptine d'horreur alors que le rockeur voulait *Cartea cu Apolodor*.

Vous avez l'intention de sortir un nouvel album ?

Je ne sais pas, je trouve que les disques tuent les chansons. En concert, elles sonnent d'une certaine manière, il faudrait créer une autre

variante en studio pour s'en rapprocher. Sur un disque, on est obligé de compenser l'absence d'images du concert, or sur scène il y a différents personnages qui ont des rôles très importants, je ne suis jamais toute seule. Un regard, une réponse, une allure, tout cela compte beaucoup. C'est pareil pour le théâtre. Quand on filme une pièce pour la passer à la télévision ou à la radio, elle meurt.

Propos recueillis par Jonas Mercier.
Photos : Daniel Mihăilescu

Le 21 juin dernier à Bucarest, la Roumanie a vaincu l'Argentine en finale de la World Rugby Nations Cup (23-0). Quatre pays ont participé à cette compétition : l'Espagne, la Roumanie, l'Argentine et la Namibie.

Photo : Daniel Mihăilescu



Paradis des chasseurs pour ses forêts vierges et un gibier abondant, la Roumanie s'est dotée à la mi-juin d'une nouvelle loi sur la chasse et la protection du fonds cynégétique. Avancé par plusieurs députés, le document a été renvoyé à maintes reprises au Parlement avant que les ONG pour la protection des animaux et les chasseurs ne se mettent enfin d'accord.

Plan de chasse

AU PRINTEMPS DERNIER, UNE grande campagne de la société civile commençait contre la chasse aux oiseaux chanteurs. Avec pour slogan « Arrêtez la barbarie, ne tuez pas l'alouette », la démarche a atteint son objectif : obliger le président Klaus Iohannis à renvoyer au Parlement une nouvelle loi réglementant la chasse. « Dans un premier temps, le document nous a donné froid dans le dos. On y préconisait de repousser les dates de fermeture de la chasse pour cinq espèces d'oiseaux sauvages, ce qui aurait notamment mis en danger la bernache à cou roux, une espèce hivernant en Roumanie et qui est souvent victime de la chasse parce qu'elle est confondue avec d'autres espèces », déplore Ovidiu Bufnilă, porte-parole de la Société ornithologique de Roumanie.

« Grâce à la pression des ONG, on est arrivés à inclure l'oiseau des moissons sur la liste des oiseaux protégés, poursuit Ovidiu Bufnilă. La récolte permise s'élevait à 25 000 exemplaires, alors que la Roumanie n'en recense qu'une centaine. Par contre, l'alouette des champs est toujours en ligne de mire, et intéresse surtout les chasseurs étrangers. » Italiens, Français ou Libanais sont prêts à déboursier entre 600 et 1 000 euros pour deux, trois jours de chasse en terre roumaine, un temps suffisant pour espérer tuer 50 alouettes par jour – quota diminué de moitié par rapport à celui prévu par l'ancienne loi.

« A la différence de l'Italie où les Alpes bloquent la migration des oiseaux,

la Roumanie a une position géographique excellente qui fait que la quantité de gibier à plumes soit de 30% supérieure à celle recensée en Italie », explique Giani Brignolli, un Italien qui organise depuis une dizaine d'années des parties de chasse en Roumanie. A ses dires, la chasse aux alouettes se termine toujours dans l'assiette, car ce passereau d'environ 26 grammes seulement est un mets recherché, notamment dans les cuisines méditerranéennes.

« Il suffirait d'interdire complètement la chasse aux alouettes des champs pour protéger tous les autres oiseaux chanteurs qui ne sont en fait que des victimes collatérales

De leur côté, les chasseurs roumains préfèrent le gros gibier. Raison pour laquelle ils se sont senti vexés par la campagne des ONG qui les a visés. « On nous a fait passer pour des criminels en oubliant que la chasse est une activité parfaitement légale et légitime », s'insurge Alin Florian, chasseur. Neculai Șelaru, président de l'Association générale des chasseurs et pêcheurs sportifs de Roumanie (AGVPS), ajoute que la nouvelle loi décrit enfin le chasseur comme « une personne qui protège le gibier avant d'en extraire le surplus, toujours dans la légalité ».

Désormais, un chasseur doit respecter de façon rigoureuse le quota

admis. Ceci étant, bien que la loi prévoit des peines allant de 5 à 8 ans de prison, le braconnage continue de faire des ravages (voir encadré). S'y ajoutent d'autres problèmes : les meutes de chiens errants que les autorités attrapent dans les rues des grandes villes pour les relâcher par la suite dans les forêts (selon certains chasseurs), les activités agricoles intensives qui détruisent les habitats de plusieurs espèces d'oiseaux, les pesticides utilisés par l'agriculture qui empoisonnent gibier et chiens de chasse à la fois, ou les bergers qui laissent leurs chiens tuer le gibier pour le consommer ou le commercialiser de façon illégale.

Sans garantir un renforcement des contrôles du fonds cynégétique, la nouvelle loi se propose de surveiller plus attentivement les chasseurs qui seront dorénavant obligés de s'inscrire dans une association. « Sur un total de 70 000 chasseurs, seuls 50 000 font actuellement partie d'une organisation. Indépendants, les autres sont plus sujets à violer la loi », complète le président de l'AGVPS qui représente les intérêts d'environ 85% des chasseurs de Roumanie.

L'inscription obligatoire est également censée assurer la survie des quelque 300 associations de chasse locales. Bien que la mesure ne soit

Abattus en masse

La chasse aux alouettes est un fléau en Roumanie, selon la Société ornithologique roumaine. Les chasseurs étrangers en particulier utiliseraient des appeaux électroniques interdits par la loi pour attirer les oiseaux qu'ils tuent par la suite en masse. Et les cas ne manquent pas. Exemples : en 2011, la police aux frontières hongroise a intercepté un transport de 11 000 alouettes braconnées en Roumanie, et en 2013, les policiers roumains ont arrêté un chasseur italien avec une capture de 5 400 alouettes.



pas pour toutes les bourses... « Une autorisation valable un mois pour la chasse au chevreuil me fait déboursier presque 250 euros, sans m'assurer de capture. Personnellement, j'investis entre 500 et 1 200 euros par an dans cette activité », souligne Alin Florian.

De son côté, Ovidiu Bufnilă, de l'Association ornithologique, déplore que malgré les modifications, la nouvelle loi « invite les étrangers à venir passer d'excellentes vacances en Roumanie – actuellement, la société de Giani Brignolli fait venir une trentaine de chasseurs par mois, ndlr. Il suffirait d'interdire complètement la chasse aux alouettes des champs pour protéger tous les autres oiseaux chanteurs qui ne sont en fait que des victimes collatérales ».

Mais pour Alin Florian, « la chasse est une aventure et une source d'adrénaline. Ici, on chasse à l'ancienne, on guette le gibier en pleine forêt et non pas au sein de réserves. Le pays

devrait s'ouvrir davantage au tourisme cynégétique, comme le fait la Hongrie. Il faut bien comprendre que la chasse, si elle est régulée, préserve le fonds cynégétique, d'autant qu'en Roumanie le gibier appartient à l'Etat et non pas aux propriétaires terriens, comme c'est le cas, par exemple, en Grande-Bretagne ».

« On ignore souvent ce qui se passerait si la chasse aux ours, aux loups ou aux sangliers était interdite. L'homme en souffrirait dans sa chair

« Le droit du chasseur de poursuivre le gibier afin d'en éliminer le surplus est garanti par la loi », renchérit Neculai Șelaru. « On ignore souvent ce qui se passerait si la chasse aux ours, aux loups ou aux sangliers était interdite. L'homme en souffrirait dans sa chair, je peux vous l'assurer », conclut Alin Florian.

Quoi qu'il en soit, malgré certaines dissensions, la nouvelle loi semble avoir convaincu chasseurs, ONG et autorités. Car tous s'accordent sur un même point : le principal ennemi du fonds cynégétique reste le braconnage.

Ioana Lazăr
Photo : Alin Matei / Mediafax

La manne du gibier

Avec la plus grande surface de forêt naturelle d'Europe, la Roumanie offre des conditions idéales pour les amateurs de chasse. Sur la liste des espèces chassables – suivant certains quotas –, la Roumanie recense, entre autres, 7 000 ours, 7 000 chamois, 170 000 chevreuils, 4 600 loups, 62 000 sangliers, 9 000 chats sauvages, et 2 200 lynx, selon les données fournies par la Régie nationale des Forêts, Romsilva.

Pour Bucarest

L'infatigable Nicușor Dan, fondateur de l'association de sauvegarde du patrimoine architectural de Bucarest Salvați Bucureștiul (sauvez Bucarest), a lancé début juillet son parti politique dénommé Uniunea Salvați Bucureștiul – USB (Union Sauvez Bucarest). « *Il s'agit d'une plateforme qui va transposer sur le plan politique la vision et les objectifs de l'association* », a expliqué Nicușor Dan lors d'une conférence de presse le 1er juillet dernier. Le nouveau parti compte promouvoir un développement durable de la capitale, et attirer les énergies de ceux qui souhaitent s'impliquer dans cette aventure politique. L'USB a en point de mire les élections locales de 2016, et à moyen terme elle souhaite se développer au niveau national. Nicușor Dan possède déjà une expérience politique puisqu'il s'était présenté à la mairie de Bucarest en juin 2012 en tant que candidat indépendant. Il avait obtenu 8,45% des voix. Jonas Mercier. Photo : Octav Ganea / Mediafax



La chronique

DE NICOLAS DON

HISTOIRE(S) DE(S) MINEUR(S)

C'était il y a 25 ans, à l'heure où la révolution roumaine n'était même pas mineure, puisqu'elle venait de naître. Quelques mois après la chute de Nicolae Ceaușescu, des milliers de jeunes, frondeurs et enthousiastes, occupent la Place de l'Université, en plein centre de Bucarest. Avant, pendant et après des élections libres mais sans surprise, qui voient la victoire de Ion Iliescu et de son Front du Salut National, directement issus du Parti Communiste.

Ce Tiananmen à la sauce roumaine est insupportable pour le pouvoir. A défaut de chars, le président Iliescu envoie des milliers de mineurs – forces vives du régime communiste – éradiquer le foyer de contestation, une bonne fois pour toutes. Armés de haches et de massues, aux cris de « Mort aux intellectuels ! » et « On travaille, on ne pense pas ! », les hordes de travailleurs nettoient systématiquement les rues de la capitale de tout ce qui porte cheveux longs, barbe, jeans ou lunettes. Car c'est à cela que l'on reconnaît un intellectuel. Les héritiers de Stakhanov détruisent en prime quelques bibliothèques et, pour faire bonne mesure, les sièges des partis d'opposition.

Après avoir reçu les remerciements du chef de l'Etat pour, je cite, « votre haute discipline civique et prolétaire », les mineurs rentrent tranquillement chez eux, dans la vallée du Jiu. Pour mieux revenir à Bucarest. En septembre 1991, ils renversent le gouvernement de Petre Roman, en 1999 ils menacent fortement celui de Radu Vasile, sans compter deux autres tentatives d'envahissement de la capitale bloquées cette fois-ci par les autorités.

Bras armé du pouvoir, élément contondant et efficace de la lutte politique menée par les héritiers du communisme, les mineurs ont fini par se dissoudre dans la démocratie. Miron Cozma, leur leader incontesté, a passé quelques années en prison. Mais intervient toujours dans le débat public. Ion Iliescu, celui qui l'a si bien utilisé, n'a pas été inquiété par la justice. A 85 ans, l'ancien chef de l'Etat, est toujours président d'honneur du parti qu'il dirigeait il y a 25 ans. Et le PSD reste la première formation politique du pays, en termes d'élus et d'électeurs.

Sur les cinquante mille mineurs que comptait la vallée du Jiu, en 1990, il n'y en a plus que 10% aujourd'hui. La plupart des mines ont été fermées. Mais le symbole est toujours vivant dans la mémoire de tout un peuple.

LES MOMENTS DE GRACE D'UN PROCES

COMMENT IMAGINER

qu'un procès pour crimes contre l'humanité puisse faire naître des moments de grâce ? Ces crimes recouvrent des actes – tortures, meurtres de masse, campagnes de viols – qui visent à briser la dignité. Pourtant, le 22 mai 2015, toute la beauté dont est aussi capable l'être humain a jailli un instant dans une salle de la Cour d'appel de Bucarest où se jugeait une affaire de crimes contre l'humanité. Ioan Ficior, ex-commandant d'un camp de travail fondé par le régime communiste dans le delta du Danube pour punir les opposants politiques comparait pour répondre de la mort de 103 détenus entre 1958 et 1963. Il est le deuxième commandant de prison politique jamais jugé en Roumanie après Alexandru Vișinescu dont le procès est toujours en cours depuis septembre. Selon l'acte d'accusation qui cite des fiches de décès officielles, nombre de victimes sont mortes à cause de malnutrition, du manque d'eau potable et de mauvais traitements.

A la barre, Ioan Ficior, octogénaire vêtu d'une chemise saumon et d'un costume crème, a nié en bloc. Il a soutenu que les sous-officiers « *enviaient* » la nourriture des détenus, qu'il s'était comporté « *de belle manière* » avec les prisonniers. La procureure a contré en citant une enquête officielle le condamnant pour des peines excessives. Des survivants lui ont rappelé la faim qui les tenaillait et forçait certains à manger des rats. Les heures ont passé dans la description de l'horreur et de ses rouages, dans la lente décortication des responsabilités. Puis, après près de six heures sans pause, Mihai Dionisie s'est avancé à la barre, grand, svelte, ses grands yeux bleus tournés vers la juge. Agé

de 81 ans, il a voyagé des heures pour venir au tribunal. Sa santé est fragile, séquelle des dix ans de prison qui ont obscurci sa jeunesse entre 17 et 27 ans. Mihai Dionisie a connu les pires geôles de Roumanie pour avoir osé fonder un groupe d'étudiants s'opposant aux abus des soviétiques dans le pays.

Sa femme est à côté de lui pour l'assister. Il raconte le calvaire de Periprava, calmement. Pour avoir répondu au commandant, il fut traîné devant une assemblée improvisée en tribunal et condamné par l'accusé à recevoir 25 coups de bâton. Mihai Dionisie a relaté comment Ioan Ficior tenta de l'écraser avec son cheval. Il échappa aux sabots de justesse. « *Aujourd'hui encore, je fais un cauchemar, trois à quatre fois par semaine, je me vois piétiné par un cheval* », conclut-il la voix nouée. Ioan Ficior nie, ne se souvient de rien. Sa déposition terminée, Mihai Dionisie se dirige d'un pas décidé vers le banc où comparait libre celui qu'il appelle « son tortionnaire ». La salle retient son souffle. Mihai Dionisie tend alors sa main vers Ioan Ficior. Surpris, ce dernier la saisit. Les deux hommes se serrent la main. « *Aujourd'hui, je suis heureux d'avoir pu témoigner devant un tribunal et raconter ce qui s'est passé dans le camp. C'est très important. Je suis à la fin de ma vie, je ne veux pas garder quelque chose de négatif en moi, c'est pour cela que j'ai fait ce geste après. Je n'oublie pas mais je peux aujourd'hui le pardonner* », a-t-il expliqué en espérant que Ioan Ficior « *admette la vérité* ». Puis il a ajouté : « *Ceux qui sont morts là-bas*

nous ont toujours dit de ne pas oublier mais de ne pas nous venger. »

Il y a eu dans cette audience du 22 mai une illustration de la force et de l'importance des procès dans notre société et de la justice, « *cet instrument dont le rôle est d'enrayer la logique de la vengeance, de répondre au mal sauvage du crime par les restrictions mesurées et contrôlées de la peine* », d'apurer les comptes sans anéantir (1). Ce « petit miracle d'audience » (2), n'aurait pas pu se produire sans le professionnalisme des acteurs clés de ce processus de justice : la présidente de la Chambre, la juge Luminița Ninu, neutre, dénuée de tout pathos mais à la fois pédagogue et humaine, la procureure, attentive et précise, les avocats de la défense offensifs et impliqués dans leur rôle crucial mais parfois si mal compris et les parties civiles, survivantes directes du camp.

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.

(1) Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner, Antoine Garapon, Odile Jacob, 2002.

(2) J'emprunte ce terme à la chroniqueuse judiciaire du Monde Pascale Robert-Diard.

ENTRE PRISES ET REcul

Avec un Premier ministre sous le coup d'une enquête pénale et des affaires de corruption à la pelle touchant tous les niveaux du pouvoir, la Roumanie fait de nouveau parler d'elle au-delà des frontières. Au cœur de cette scène politico-judiciaire fort agitée, la Direction nationale anti-corruption (DNA) mène plus que jamais une bataille sans pitié. Il y a un an, sa patronne, Laura Codruța Kövesi, déclarait dans un entretien pour *Regard* que « les procureurs (pouvaient) enfin mener leurs enquêtes jusqu'au bout ». Qu'en pensent les observateurs ?

Mircea Kivu, sociologue :

« Il est évident que le Premier ministre Victor Ponta sortira très affaibli de la crise actuelle, qui lui fera perdre de sa légitimité politique déjà fortement mise en doute. D'autant que son parti est de plus en plus ébranlé après l'arrestation ou la mise en accusation d'un nombre important de ses membres. Ceci dit, si je suis pour une DNA intransigeante, je ne soutiens pas l'arrestation dans presque tous les cas suite à une mise en accusation.

Par ailleurs, en ce qui concerne M. Ponta, pourquoi a-t-il fallu attendre presque cinq ans avant que les procureurs anti-corruption n'ouvrent une enquête ? Pourquoi l'Agence nationale pour l'intégrité n'a-t-elle rien fait à l'époque ? S'il y a des abus, la DNA subira toujours plus de pression, ce qui risque de transformer ses actes en une sorte de déclaration de guerre. Elle pourrait y perdre sa légitimité.

Heureusement, à la différence de son prédécesseur Traian Băsescu, le président Klaus Iohannis ne cherche ni à jeter de l'huile sur le feu, ni à dépasser certaines limites. C'est pourquoi il a notamment accepté la suggestion de Victor Ponta, absent de Bucarest pendant un certain temps pour raison de santé mais aussi pour échapper un peu aux difficultés, de nommer le vice-Premier ministre Gabriel Oprea comme Premier ministre par intérim. »

Ioan Stanomir, professeur de sciences politiques à l'Université de Bucarest :

« Le gouvernement actuel utilise des pratiques contraires à l'esprit de la Constitution. Je me réfère notamment au refus de la Chambre des députés, dominé par le Parti social-démocrate au pouvoir, d'approuver la demande de la DNA de démarrer des poursuites pénales contre le Premier ministre Victor Ponta, à l'attaque de M. Ponta contre le chef de l'Etat quand celui-ci lui a demandé de démissionner, ou encore à sa décision de partir en Turquie en pleine crise politique.

Nous sommes dans une période de cohabitation entre un chef de l'Etat et un Premier ministre qui ne s'entendent absolument pas. Or, lors du scrutin présidentiel du 16 novembre, la Roumanie a espéré rompre avec un passé de conflits incessants en élisant un président réformiste, pro-européen tout en étant atlantiste, et favorable à l'état de droit.

Malheureusement, les espoirs s'écroulent face à une majorité parlementaire social-démocrate décidée à défendre à tout prix ses privilèges par le rejet de toute tentative de réforme du système politique, et de toute initiative d'investigation de la part de la justice. L'actuelle campagne anti-corruption menée par la DNA n'a rien à voir avec les actions en force d'un Etat répressif. Elle est plutôt l'unique chance qui s'offre à la Roumanie de la faire sortir d'un sous-développement politique et sociétal. »

Cristian Pîrvulescu, politologue, doyen de la Faculté de sciences politiques de Bucarest :

« On assiste à une crise de régime, une crise récurrente depuis 1990 que la Roumanie n'a pas encore résolue, une crise de pouvoir entre le chef de l'Etat et son Premier ministre. Et c'est précisément de cette crise que

profite actuellement la DNA pour agir en véritable acteur politique. On ne saurait imaginer que les procureurs anti-corruption ignorent les conséquences politiques de leurs actes. Ils savent qu'une enquête ouverte à l'encontre du Premier ministre aura un impact politique sur le pays.

« *L'actuelle campagne anti-corruption menée par la DNA n'a rien à voir avec les actions en force d'un Etat répressif. Elle est plutôt l'unique chance qui s'offre à la Roumanie de la faire sortir d'un sous-développement politique et sociétal*

Sans entrer dans la sphère de la moralité ou du juridique, qui ne sont pas mes domaines, je pense que cette crise comporte un caractère particulier puisque c'est plutôt la DNA qui y joue un rôle actif, et non pas le chef de l'Etat. Même lorsque le Parlement vote contre la levée de l'immunité parlementaire du Premier ministre, la DNA n'hésite pas à utiliser une autre procédure, à savoir celle de la mise en examen sous contrôle judiciaire.

Mais je doute que la Roumanie puisse changer du jour au lendemain uniquement grâce à cette lutte anti-corruption. La corruption en tant que phénomène repose sur certaines caractéristiques, spécifiques notamment aux sociétés est-européennes aux fortes racines orthodoxes comme la nôtre. Si une justice

indépendante est indispensable, en l'absence d'un Etat puissant, la corruption continuera de régner sur la société. »

Silvia Marton, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Bucarest :

« L'actuelle crise politique aura des conséquences notamment sur les partis politiques qui doivent se réinventer, d'autant qu'ils sont tous très fragilisés. Leurs rapports avec le pouvoir dans les régions et avec le milieu des affaires les rendent très vulnérables face à l'offensive de la DNA. Sans parler des relations floues entre leurs membres les plus actifs.

Cependant, la DNA n'est pas à même de faire elle seule la réforme de l'actuelle classe politique roumaine. Elle n'est qu'un instrument qui, faute de mieux, doit agir en l'absence d'autres mécanismes de lutte anti-corruption. Il est vrai que ses actes sont salués par la société civile qui assiste impuissante, depuis 25 ans, à la spoliation de l'argent public. Mais, pour changer le pays, les sanctions pénales ne suffisent pas. Prenez l'exemple de l'opération mains propres menée en Italie dans les années 1990, cela n'a pas vraiment mené à un changement de mentalité de la part de la classe politique.

Avec chaque nouveau président, la Roumanie veut rénover de fond en comble son régime politique. C'est de nouveau ce qui se passe, alors que Klaus Iohannis semble toujours chercher sa place. Or, les crises sont favorables au président. Plus les partis sont affaiblis, plus la présidence a des chances de voir sa position se renforcer. »

Propos recueillis par Ioana Lazăr
Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

Tribune libre

Quelques mots d'un diplomate atypique

Ne représentant ni un pays, ni une organisation internationale, mais une partie de la Belgique et de sa population, le diplomate atypique que je suis n'en demeure pas moins un nomade... et me voilà amené, après trois ans, à quitter la Roumanie pour de nouveaux horizons.



Marcel-G. Lefrancq, Eloge du carnage, 20 juin 1946. Communauté française de Belgique, en dépôt au Musée de la photographie à Charleroi. Photographie extraite de l'exposition « Marcel-G. Lefrancq. Le surréalisme du quotidien », présentée au Musée national d'art de Roumanie du 26 septembre 2014 au 18 janvier 2015.

Trois ans, c'est à la fois très court pour comprendre et décortiquer tous les codes d'une société et en découvrir toutes les subtilités, mais ce laps de temps permet néanmoins de mener à bien plusieurs projets, de créer de véritables amitiés et d'aller au-delà du paraître.

Deux présidences intéressantes m'ont permis d'intensifier la présence de la Délégation Wallonie-Bruxelles en Roumanie : la présidence du cluster EUNIC regroupant les instituts culturels européens présents à Bucarest, et surtout la présidence durant deux ans du Groupe des Ambassades et Institutions Francophones de Roumanie.

Au cours de ces trois années, j'ai pu découvrir de nombreuses pépites dans ce pays et j'ai constaté qu'il suffisait parfois de les faire se rencontrer pour que naisse un chef-d'œuvre.

Je me suis également rendu compte que, si l'histoire n'explique pas tout, elle est en tout cas un outil précieux pour mieux comprendre les rouages de la société roumaine.

Ces trois dernières années, les liens entre la Roumanie et la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont à nouveau renforcés tant au niveau culturel que dans le domaine de l'enseignement ou dans le secteur social.

Je profite de cette tribune qui m'est offerte par *Regard* pour adresser un message au peuple roumain : continuez à aimer la langue française, encouragez vos enfants à l'apprendre et cultivez la valeur ajoutée du plurilinguisme. Ne laissez pas la langue française quitter la Roumanie, car si elle s'en va, elle ne reviendra plus et vous aurez écorné l'une de vos racines les plus profondes : la latinité.

Car c'est la diversité qui fait la richesse de l'Europe et comme le dit régulièrement l'un de mes amis : « *Chaque matin, à l'aube, l'Europe s'éclaire d'abord en Roumanie.* »

Benoit Rutten
Délégué Wallonie-Bruxelles

Le bois surveillé (suite)

La voix des manifestants contre la déforestation illégale a peut-être trouvé un écho au sein du gouvernement. Le 5 juin dernier, Klaus Iohannis a promulgué un nouveau code forestier. Le président avait demandé son réexamen afin notamment de supprimer un article limitant l'achat et le traitement du bois à 30 % par opérateur économique. Mais les parlementaires en ont décidé autrement et sont revenus au texte initial. Le député PNL Tinel Gheorghe a qualifié ce code « *d'atteinte à la sécurité nationale* ». Doina Pană dément cette attaque. Pour cette députée PSD, une des initiatrices de la loi, « *ce projet est en parfaite harmonie avec la Constitution et la réglementation européenne* ».

Fin juin, à l'initiative du ministère de l'Environnement, une nouvelle police des forêts a également été mise en place. 926 garde-forestiers vont maintenant veiller à la bonne application du code. Ils seront équipés d'uniformes et de fusils à balles. Des inspecteurs circuleront en voiture et gyrophares pour arrêter les personnes qui s'aventureraient à couper illégalement des arbres. Auparavant, chacune des 399 personnes déjà en poste patrouillait sur plus de 16 000 hectares. Désormais, chaque garde n'en surveillera que 12 000. Cette mesure va demander un effort budgétaire de 500 millions de lei (environ 111 millions d'euros) pour 2015. Effort que la ministre de l'Environnement, Gabriela Gavrilă, juge nécessaire car « *la coupe illégale est estimée à près de 8,8 millions de m3 par an, soit un tiers du volume récolté au niveau national* ».

Aline Fontaine
Photo : Alexandru Hodja / Mediafax

Légende photo : Début juin, manifestation place de l'Université à Bucarest pour la sauvegarde des forêts.



INJECTION VITALE

L'Institut national de recherche et développement en microbiologie et immunologie Cantacuzino, fondé en 1921, est en mauvais état. Cela fait notamment plusieurs mois que ses 500 salariés n'ont pas reçu leurs salaires. Depuis 2009, la situation n'a cessé d'empirer, l'unité sanitaire accumule les pertes et ne produit plus de vaccins – des problèmes de dosage auraient notamment bloqué leur homologation. « *La seule option est de transformer l'Institut en institution d'intérêt stratégique, et de relancer la production des vaccins* », estime la leader syndicale Monica Băleanu. Appel enfin entendu par les autorités. Après plusieurs années de difficultés financières et de manifestations, tant des employés que des étudiants en médecine, le gouvernement a récemment décidé – par ordonnance d'urgence – d'accorder une aide exceptionnelle à l'Institut : 10 millions d'euros. L'établissement a par ailleurs obtenu le statut d'intérêt stratégique. Enfin, les dettes vis-à-vis de l'Administration fiscale seront effacées. Daniela Coman. Photo : Octav Ganea / Mediafax



Communiqué



Le 6ème raid-vélos de solidarité en relais et par équipe d'Opération Villages Roumains (OVR) débutera le 26 juillet à Gherla (département de Cluj). Organisé tous les deux ans, il se déroulera cette année dans le Maramureș et en République moldave avec un final dans le delta du Danube, soit un parcours total de 1 600 km. Les principes du raid sont toujours axés sur la découverte de l'Est européen au rythme du vélo, et sur la solidarité envers les petites collectivités locales afin d'améliorer leurs conditions de vie. Une solidarité que les membres du comité de pilotage cultivent depuis plus de 20 ans, et qui se créera aussi km après km grâce à un système de sponsoring mis en place par les participants eux-mêmes. La formule est des plus souples puisque chaque participant roule selon ses capacités physiques durant le nombre de jours qu'il souhaite, et choisit sa formule d'hébergement (camping, chambre d'hôtes ou petit hôtel). Une quarantaine de personnes se sont déjà inscrites. Pour plus d'informations : ovr@scarlet.be ou téléphonez au +32 479.47.42.42. Source : OVR

La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

COMPAGNONS DE HASARD



Nous avons souvent croisé leur chemin par hasard, un peu comme le Petit Prince rencontra son renard. C'est ainsi que Charlie, boule de poils blancs et caramel, entra tout simplement dans la maison d'une amie et de son mari à Bucarest et décida d'y rester. Il leur montra sa joie en balançant sa queue d'un côté à l'autre. « *Le chien a son sourire dans sa queue* », écrivait Victor Hugo. Ils furent, comme de nombreux Roumains autour de moi, prêts à accepter cette rencontre de hasard qui s'est aujourd'hui transformée en amitié de plusieurs années. Comme ils avaient accepté, il y a des années, la rencontre inattendue avec Scoubidou et Vulpea, deux chiens devenus compagnons inséparables de leurs joies et de leur peines et dont la mort laissa un grand

vide. D'autres ont rencontré le chien Picu transi de froid dans les rues, les chats Pirate, Selma ou Mify miaulant sous une voiture. Ils sont eux aussi devenus des compagnons du quotidien, présence parfois ronronnante, parfois silencieuse, parfois espiègle, parfois câline mais toujours là, à nos côtés, d'une manière ou d'une autre. Les animaux donnent l'occasion de communiquer au-delà des mots, par les caresses et le regard. Moi, j'ai rencontré Mookie, le chat aux yeux verts, à Amsterdam. Il était en trop chez des voisins brésiliens. Il arriva chez nous et se cacha, mort de peur, derrière le réfrigérateur durant des journées. Il fallut l'apprivoiser comme le fit le Petit Prince avec le renard. D'abord ne pas bouger et observer lorsque le chat sortait manger. Puis tenter un regard vers les yeux verts, dire quelques paroles en restant à bonne distance, sans savoir s'il fallait parler en français, en hollandais ou plus compliqué voire impossible en portugais. Puis, on réduit la distance et l'on tenta une caresse. Et, petit à petit, le chat Mookie devint comme le décrit si bien Jean Cocteau quand il parle de ces petits félins « *l'âme visible de la maison* », ce compagnon attentif qui savait nous faire rire en enchaînant sauts et cabrioles pour jouer avec une souris en peluche mais aussi celui qui savait sauter sur mes genoux et ronronner de manière encourageante quand, penchée sur mon ordinateur, je pensais parfois ne pas réussir à finir un article ou le livre que j'écrivais. Celui qui venait aussi se coucher tout contre nous quand nous étions malades ou tristes. Il voyagea d'Amsterdam à Marseille, de Marseille à Bucarest, se lia d'amitié avec des journalistes et chroniqueurs de *Regard*. Puis notre compagnon depuis quinze ans a tiré sa révérence au premier jour du mois de juillet. Son corps est au milieu d'une forêt de sureaux et d'acacias, dans la terre roumaine, sa présence elle reste en nous. Beaucoup de gens autour de moi, avec une grande délicatesse, m'ont alors parlé de leurs compagnons de hasard : les chiens Babwe (diminutif de Zimbabwe) ou Valentin, les chats Dominique, Piccolo ou encore Steak haché dit Stecu dont l'ami humain (on n'est jamais vraiment propriétaire d'un chat) a gardé le nom sur ses plaques d'immatriculation : B 12 STK. Sans préférer les animaux aux hommes, j'ai pensé que ces compagnons de hasard méritaient d'avoir une chronique estivale pour les remercier de leur présence discrète à nos côtés.

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.

Photo : Andreea Balaurea / Mediafax

UNE NOTE QUI NE PASSE PAS

Les cafetiers du centre historique de Timișoara sont en colère contre leur maire. Depuis novembre 2013, toute la zone est en chantier, les sols retournés et les trottoirs détruits. Nicolae Robu avait promis aux patrons de bar qu'il essaierait de trouver une façon de les dispenser d'impôts locaux pendant la durée des travaux. Mais rien n'a été fait. Avec l'arrivée des beaux jours, les rescapés du chaos ont toutefois ressorti leurs terrasses le long des sacs de ciment. Surprise, ils ont alors reçu la visite d'inspecteurs mandatés par la mairie les sommant de venir payer une taxe d'occupation de l'espace public : 2 lei par m² et par jour. « *La loi n'a pas permis de trouver des arrangements*, a justifié Nicolae Robu. *Si je ne la fais pas respecter, je serai accusé d'abus de pouvoir. Bien sûr, si c'était mon terrain, je les aurai aidés car j'ai conscience que leur activité a été perturbée.* »

Si les cafetiers ne respectent pas la mesure, une amende s'ajoutera à la taxe. Ils ont donc décidé de se regrouper en association et d'aller exposer leurs problèmes devant le conseil municipal. « *Beaucoup ont déjà mis la clé sous la porte car les clients ne s'aventuraient plus dans la poussière des machines* », raconte Ovidiu, un des propriétaires. Lui a résisté mais son chiffre d'affaires a diminué de 40 % en 2014. Les cafetiers sont d'autant plus inquiets que le chantier, censé finir le 29 juillet, a commencé avec deux ans de retard. Texte et photo : Aline Fontaine



**NOUVEAU PNEU MICHELIN CROSSCLIMATE.
ARMEZ-VOUS FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES.**

Michelin crée aujourd'hui CrossClimate, le premier pneu capable de faire face aux aléas climatiques grâce à ses performances révolutionnaires dont le freinage sur sol sec⁽¹⁾, l'adhérence sur sol mouillé (pneu noté A pour le critère « adhérence sur sol mouillé ») et la motricité sur la neige⁽²⁾ (certifié 3PMSF⁽²⁾ pour ses performances sur sol enneigé).

Testez l'innovation MICHELIN CrossClimate sur :
crossclimate.michelin.fr

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

(1) Testé par l'organisme allemand TÜV SÜD en Déc 2014 sur les dimensions 205/55 R16 & 195/65 R15.
(2) 3PMSF : Three Peak Mountain Snow Flake, certification hiver.

La Roumanie serait en train de revoir ses intérêts en termes de politique étrangère, privilégiant notamment ses relations avec l'Allemagne. Décryptage avec Armand Goșu, professeur de sciences politiques à l'Université de Bucarest et ancien directeur de l'Institut roumain d'histoire récente.

FORTS COURANTS *diplomatiques*



Regard : Comment voyez-vous les récentes nominations à des postes clés d'ambassadeur ?

Armand Goșu : Le ministère roumain des Affaires étrangères dispose d'un contingent réduit de diplomates seniors. Certains ont été nommés quatre voire cinq fois ambassadeurs, ce qui est plutôt atypique au sein du corps diplomatique européen. Nous avons un problème évident de ressources humaines, et cela confirme le manque d'ambition de notre politique étrangère. Cela explique aussi pourquoi un journaliste, Emil Hurezeanu, ait été récemment nommé à Berlin. Quoi qu'il en soit, je trouve ce choix plutôt judicieux, monsieur Hurezeanu parle allemand, il a été directeur de la section roumaine à la Deutsche Welle, et a de nombreux contacts de haut niveau en Alle-

magne. Sa relation avec le président Iohannis est par ailleurs excellente. Quant à la nomination de George Maior (ancien directeur des services de renseignements roumains, ndlr), elle m'a par contre laissé perplexe. Il ne s'est jamais vu dans un Etat de l'Union européenne et membre de l'Otan qu'après plusieurs années au plus haut niveau de l'administration de l'Etat, un directeur des services secrets démissionne pour un poste d'ambassadeur, même si c'est à Washington. Selon moi, cela confirme surtout que monsieur Maior a des ambitions politiques, il vient du PSD (Parti social-démocrate, ndlr) et reste très proche du Premier ministre Victor Ponta.

Ces nominations indiquent-elles un changement dans la politique étrangère du pays ?

La nomination de George Maior au poste d'ambassadeur à Washington suggère que la relation avec les Etats-Unis a été rétrogradée à un niveau inférieur par la nouvelle présidence roumaine. Dans une capitale étrangère où vous avez un intérêt stratégique particulier, vous nommez un homme de confiance, et non pas quelqu'un d'un autre parti proche de votre principal adversaire à l'élection présidentielle. D'après moi, ces nominations montrent un réajustement de la politique étrangère roumaine en faveur du renforcement des liens avec l'Allemagne.

Petit aparté : comment les diplomates de carrière sont-ils sélectionnés en Roumanie ?

Le dernier concours d'admission au MAE (ministère des Affaires

étrangères, ndlr), initié par Titus Corlățean (ministre des Affaires étrangères jusqu'en novembre 2014, ndlr), s'est soldé par un scandale, les proches de politiques et hauts fonctionnaires ayant été favorisés. Et l'avant-dernier concours, celui de 2009, a vu l'un des candidats poursuivre le MAE en justice pour la même raison. Certains qui avaient réussi le concours ont même renoncé à leur carrière diplomatique. Le MAE est face à une crise très grave, le personnel qualifié manque, ce sont des hommes de parti qui prennent les postes d'ambassadeur. Des institutions autres que le MAE sont même devenues plus influentes. Certains diplomates, de très bonne facture intellectuelle, gèrent correctement les exigences de la fonction ; malheureusement, ils sont peu nombreux.

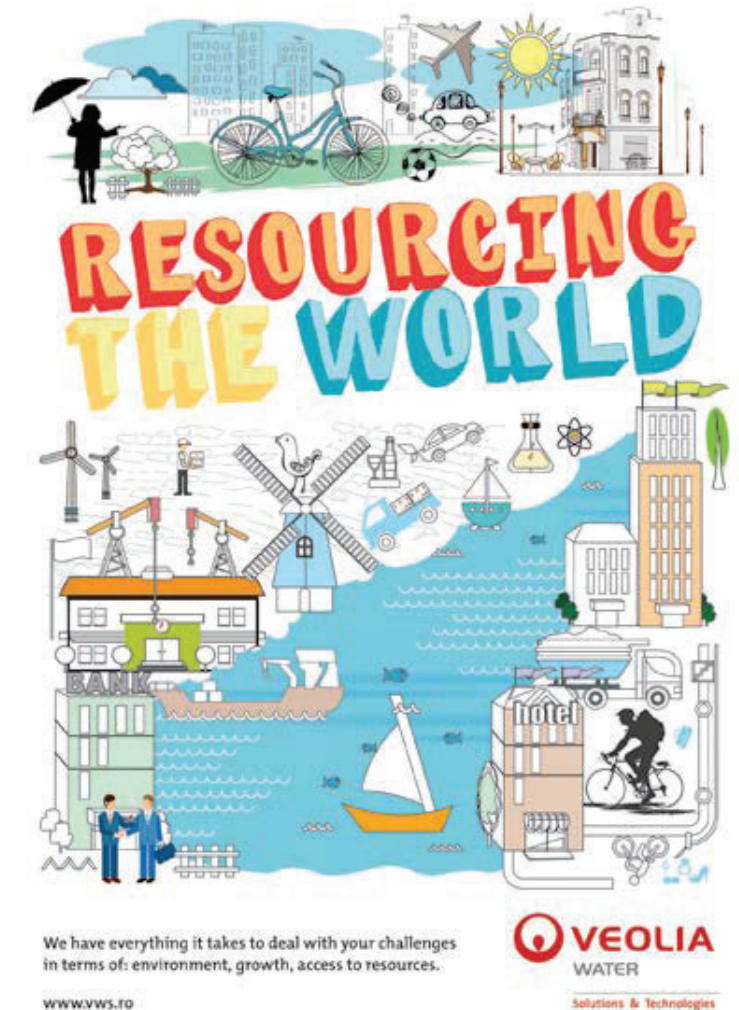
Comment jugez-vous les relations actuelles entre la France et la Roumanie ?

Selon moi, les autorités roumaines semblent moins intéressées par leur relation bilatérale historique avec la France, et c'est inquiétant. La nouvelle administration présidentielle ne se rend pas suffisamment compte qu'elle a beaucoup à perdre si elle ne cultive pas son rapport jusqu'à présent privilégié avec la France. J'espère que le sens pragmatique de notre présidence d'origine germanique fera que la Roumanie sera toujours plus attentive à la France, et notamment à ses grandes sociétés implantées parfois depuis près de vingt ans dans notre pays. Autre chose : pour la première fois depuis 25 ans, la France n'a pas vraiment d'interlocuteur dans les couloirs du pouvoir, quelqu'un au plus haut niveau de l'Etat ayant fait ses études à Paris, un francophone francophile. Avant, ils étaient omniprésents, je pense notamment à Zoe Petre, Mircea Geoană, ou bien Teodor Baconschi, Alexandru Gussi, Cristian Preda, qui sont diplômés d'un doctorat français. Enfin, on peut se demander pourquoi la nomination d'un ambassadeur

à Paris tarde autant. Ceci dit, être ambassadeur roumain à Paris n'est pas simple. Il peut y rester quatre années sans avoir obtenu de contact à l'Elysée ou au cabinet du Premier ministre, et n'être reçu que par le responsable Roumanie du Quai d'Orsay, même s'il a le statut d'ambassadeur. Par ailleurs, contrairement à Berlin, Washington ou Londres, la diaspora roumaine y est plus complexe.

Qu'en est-il des relations avec Moscou ? La Russie semble plus que jamais être la sœur ennemie...

Avec les Russes, on est face à un éternel contretemps. Lorsque Ion Iliescu (ancien président de la Roumanie de 1990 à 1996 et de 2000 à 2004, ndlr) a pu enfin signer un traité d'amitié avec Gorbatchev, l'URSS s'est démantelée. Puis, alors que les anciens satellites du bloc soviétique développaient leurs relations avec la Russie de Yeltsin, Bucarest n'a pas cessé de produire une rhétorique anti-russe. Mais quand Poutine est arrivé au pouvoir, et alors qu'il relançait le discours de la confrontation avec l'Ouest, on a voulu se rapprocher de lui. Sans parler du



SOCIÉTÉ

Premier ministre Victor Ponta qui prévoyait un voyage à Moscou alors que la Russie était en train d'envahir la Crimée. Certes, la Roumanie n'est pas la seule responsable, mais il faut avouer que ses relations avec la Russie ont été très mal gérées.

Par contre, de l'autre côté de l'Atlantique, la Roumanie semble avoir pris de l'ampleur pour l'administration américaine, il n'y a qu'à voir la coopération actuelle très intense dans le domaine militaire...

Oui et non. En dépit du fait que la Roumanie partage 650 km de frontière avec l'Ukraine, la plus longue parmi les Etats membres de l'Otan

et de l'Union européenne, et que la base navale russe de Sébastopol soit à seulement 300 km de Sulina, la Pologne et les Etats baltes sont beaucoup plus importants aux yeux de Washington, du Département d'Etat au Congrès, en passant par le Pentagone. La dernière visite d'un ministre des Affaires étrangères roumain à Washington a été celle de Teodor Baconschi en septembre 2011, c'est-à-dire il y a presque quatre ans. Depuis lors, le secrétaire d'Etat américain n'a jamais trouvé le temps de rencontrer un ministre des Affaires étrangères roumain, même si le pays est sur le papier un partenaire stratégique. Certes, il s'agit de quelque chose d'inhabituel.

Je suppose que la Roumanie est en train d'être soumise à un processus de réévaluation, et on sait que le Département d'Etat prend son temps. Cette réévaluation ne concerne probablement pas que le domaine politico-diplomatique, mais aussi l'aspect militaire. De son côté, la Roumanie est également en train de revoir son rapport avec les Etats-Unis et ses options stratégiques. Si Washington ne reconsidère pas ses intérêts en Europe centrale et de l'Est, Bucarest se tournera toujours plus vers Berlin.

Propos recueillis par Carmen Constantin.

Photo : Daniel Mihăilescu

Pour un retour digne



Selon des données récentes de la mission roumaine de l'Organisation internationale pour la migration (OIM), plus de 500 personnes en provenance de 54 pays ont été aidées pour leur rapatriement depuis 2012. La plupart étaient originaires des Philippines, le nombre de ces migrants ayant d'ailleurs doublé en Roumanie depuis 2011. « *Le rapatriement volontaire est une alternative digne et moins coûteuse que l'expulsion* », explique Cătălin Bercaru, responsable communication de l'OIM à Bucarest. Exemple : Mary Jane, philippine, a travaillé pendant quatre ans en tant que nourrice dans une famille bucarestoise. Au bout de trois ans, elle a changé d'employeur, mais son salaire n'arrivait jamais à temps. Son contrat n'a pas été déclaré et elle s'est retrouvée en situation illégale. La peur et l'insécurité l'ont alors poussée à demander de l'aide pour rentrer chez elle. « *Comme tous les autres demandeurs d'aide au rapatriement, Mary Jane a reçu 1 200 dollars pour sa réinsertion professionnelle dans son pays d'origine. Cette somme lui a notamment permis d'ouvrir un petit magasin de produits alimentaires, elle mène désormais une vie décente dans son pays* », poursuit Cătălin Bercaru. Les autres bénéficiaires de ce programme sont principalement originaires de Serbie, du Bangladesh, d'Irak ou d'Afghanistan.

Mihaela Cărbunaru

Photo : Octav Ganea / Mediafax

New crossover

Renault KADJAR

Stop watching, start living.





AU BOUT DU BANAT

Il y a quatre ans, nous avons déjà publié un dossier sur la ville de Timișoara, capitale de la région du Banat. Pour ce nouveau numéro de *Regard*, le photographe Mihai Barbu est reparti vers ces terres situées à l'extrême ouest du pays mais dans une autre optique, à la découverte de la campagne, des petites villes, et de tous ces endroits emblématiques d'une zone frontière tant dans sa géographie que dans son esprit.

Pour accompagner ces images vraies – et non retouchées –, le journaliste Jonas Mercier a rédigé plusieurs textes courts qui situent et expliquent de façon éclairante l'histoire de cette région sans doute moins connue que d'autres. Où se cachent pourtant des bâtiments qui font la fierté de ses habitants, et des lieux d'une beauté saisissante.

L.C.

Tunelul iubirii (le tunnel des amoureux), ancienne voie ferrée reliant Caransebeș à Băuțar, découverte par hasard par deux photographes amateurs en 2013.



A côté de la capitale Timișoara et de quelques villes moyennes (Lugoj, Caransebeș ou Reșița), le Banat est d'abord une région agricole. Et c'est en partie grâce à l'agriculture qu'elle a prospéré jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle. Aujourd'hui, bien que les lopins de terre travaillés à l'ancienne persistent, la majorité des surfaces cultivées est aux mains d'étrangers (notamment italiens), alors que le prix de l'hectare est l'un des plus élevés du pays.



Carte : Metrosec



Deux des vingt-deux moulins à eau réhabilités de Rudăria (département de Caraș-Severin) – aujourd'hui Eftimie Murgu – qui suivent la rivière Rudărica sur 3 km. Inscrits sur la liste des monuments historiques de Roumanie, on en dénombrait 51 jusqu'au début du 20ème siècle.

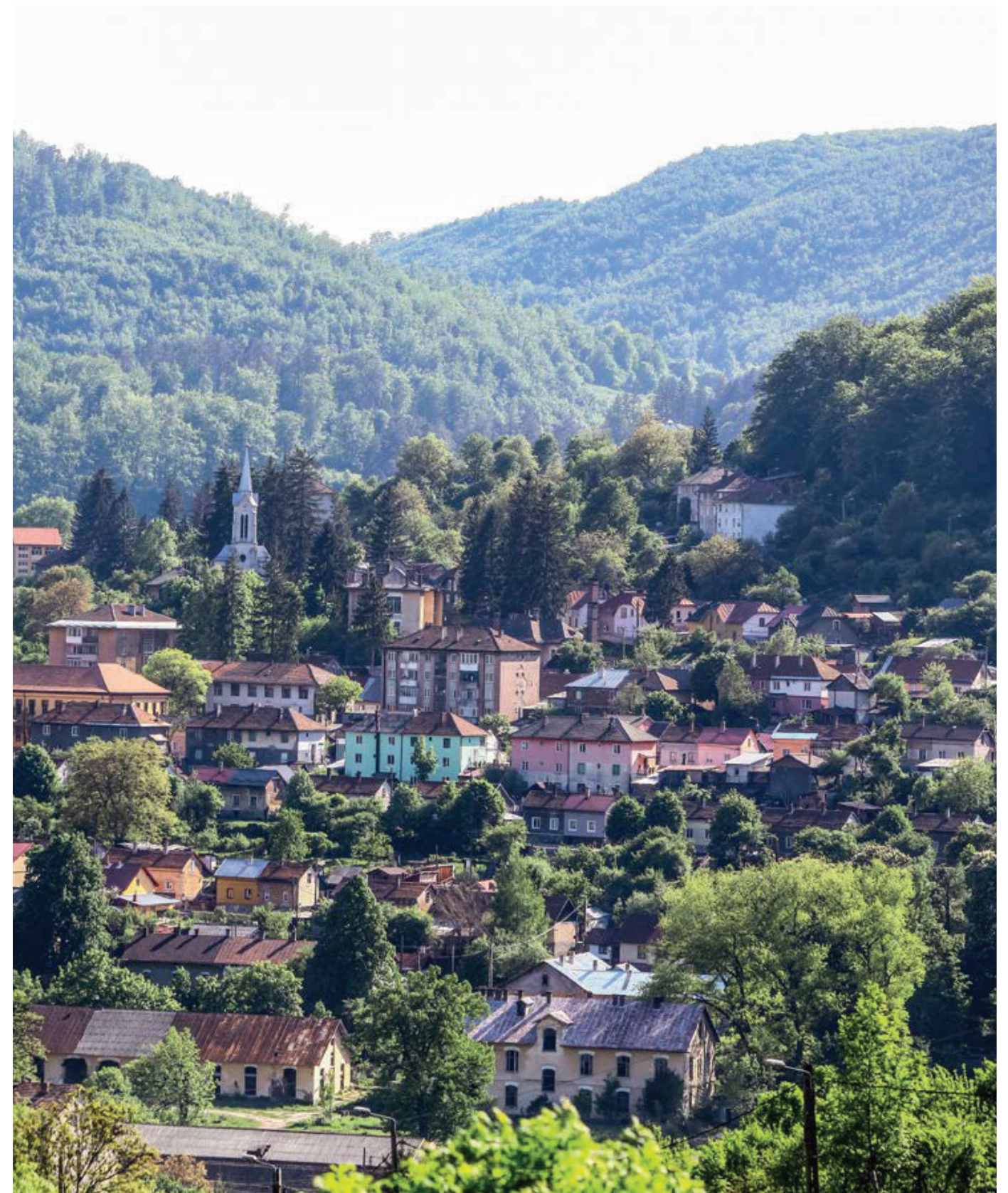


La petite ville d'Oravița (département de Caraș-Severin) compte un peu moins de 16 000 habitants.

Théâtre Mihai Eminescu d'Oravița. Construit en 1816 sur le modèle du Théâtre de Vienne, c'est le plus vieux théâtre de Roumanie, et le premier théâtre en pierre d'Europe du sud-est.



Stratégique pour les Austro-Hongrois, le Banat roumain – un peu plus d'un million d'habitants aujourd'hui – a été peuplé par de nombreuses populations venues des confins de l'Empire. « *Au sommet de sa prospérité, on comptait une vingtaine d'ethnies différentes qui cohabitaient en parfaite harmonie*, explique l'ethnologue Nicoleta Mușat. *Ce n'est qu'en 1919, lorsque Bucarest obtient la Transylvanie et le Banat, que débute la "roumanisation", notamment dans l'administration locale.* » Le communisme consolidera le processus en forçant les échanges de populations entre les différentes régions du pays. De nombreux Roumains de Moldavie et d'Olténie vont ainsi s'installer dans le Banat. Puis, à la fin des années 1980, la chute du communisme finira de pousser une majorité de Souabes – minorité germanique jusqu'alors la plus nombreuse dans la région – à repartir en Allemagne. « *Aujourd'hui, on aime penser que cette multiculturalité reste le signe distinctif de notre région*, ajoute Nicoleta Mușat. *Mais de fait, ce n'est plus qu'un mythe, même si Timișoara attire encore beaucoup d'étrangers.* » Sur la photo, la ville d'Anina (département de Caraș-Severin), qui compte un peu plus de 9 000 habitants.



A LA UNE

Le Musée de la locomotive à vapeur de Reșița, fondé en 1972, où est notamment exposée l'une des trois premières locomotives à vapeur d'Europe du sud-est (photo), construite en 1872-1873. Jusqu'en 1964, près de 1 500 locomotives à vapeur sortirent des usines de Reșița.



La première pharmacie de montagne de Roumanie, à Oravița, fondée officiellement en 1763. Elle fait aujourd'hui partie du Musée d'histoire de la ville.



La cascade Bigăr est l'une des perles naturelles du Banat. Située tout près de la ville d'Oravița, dans le département de Caraș-Severin, elle a été déclarée l'année dernière plus belle cascade du monde par le site de photographies theworldgeography.com. Chargée en minéraux, son eau modèle la roche du fait des dépôts de calcaire. Elle se situe dans une zone protégée appartenant au Parc national des gorges Nerei-Beușnița.





Entre Oravița et Anina, sur le trajet de la première ligne de chemin de fer de Roumanie (Oravița – Baziaș), en fonction à partir de 1854.

Le Banat fut d'abord une partie intégrante du royaume de Hongrie avant d'être envahi par les Ottomans au 16ème siècle. Il passera ensuite aux mains de l'empire autrichien à la fin du 18ème siècle, qui deviendra celui d'Autriche-Hongrie. Perçue comme une terre sauvage, divers peuples d'Europe de l'Ouest y furent envoyés avec pour mission de la civiliser, en particulier les Souabes venus du sud de l'Allemagne – mais aussi des Alsaciens et des Lorrains, à partir du début du 18ème siècle. Des Tchèques également s'installèrent dans la zone montagneuse, près du Danube, pour y exploiter le bois et protéger la frontière des invasions ottomanes. Jusqu'à très tard, la région a été à cheval entre la Roumanie, la Serbie et la Hongrie, avant de faire partie des frontières roumaines à partir 1919, en même temps que la Transylvanie – la Serbie et la Hongrie récupéreront de plus petits territoires.



Texte : Jonas Mercier
Photos : Mihai Barbu

La Roumanie bénéficie d'une position favorable en termes d'autonomie énergétique, notamment concernant le gaz. Mais les projets de nouveaux gazoducs n'en sont pas moins cruciaux pour son développement et l'indépendance énergétique de l'UE dans son ensemble. Eclairage avec Cristian Ghinea, directeur du Centre de ressources pour les politiques européennes (CRPE) de Bucarest.

OÙ LE GAZ CONDUIT



Regard : Vous organisez tous les ans un forum de débats européens dénommé Eurosfat. Fin mai, les discussions ont notamment porté sur la sécurité et l'indépendance énergétique dans un contexte régional en pleine mutation...

Cristian Ghinea : En début d'année, Donald Tusk, l'actuel président du Conseil européen et ancien Premier

ministre polonais, a été le premier à parler d'union énergétique. Mais de cette proposition initiale au communiqué de presse officiel de l'Union européenne du mois de mai, la question de la sécurité énergétique s'est diluée, elle est devenue un thème noyé parmi d'autres. Le problème de fond est que l'égoïsme des intérêts nationaux se vérifie de façon très prégnante dans le domaine énergétique.

Chacun cherche son propre intérêt à court terme, notamment en ce qui concerne le transport du gaz.

Dans ce domaine précis, quelle est la situation de la Roumanie ?

Le pays est quasiment autonome, ce qui n'est pas le cas de nos voisins. La Roumanie importait jusqu'à l'année dernière environ 20% du gaz

qu'elle consommait. Cette année, notamment du fait de la baisse de la consommation dans le secteur industriel, le gouvernement a décidé de ne plus en importer. Ce contexte fait que la Roumanie ne peut pas être soumise à un chantage énergétique, notamment de la part de la Russie. A contrario, la Bulgarie est dépendante à 100% de la Russie et n'a même pas, à la différence de l'Ukraine, des dépôts souterrains importants. Du coup, elle tend à voir sa relation avec Moscou comme une ressource, ce qui est compréhensible. A mon sens, les interconnexions devraient aider à la création d'une voix commune, et consolider ainsi l'indépendance énergétique de l'UE en facilitant le commerce entre les pays. Mais les travaux ont pris beaucoup de retard. Pourquoi ? A cause des coûts mais aussi parce que personne ne veut vraiment s'impliquer, bien que Bruxelles souhaite depuis longtemps diversifier les sources d'approvisionnement. En Roumanie, les autorités ont toujours eu une politique tacite de sabotage des interconnexions ; nos décideurs pensent encore que le gaz roumain ne doit pas partir du pays. Petite parenthèse : les discussions concernant le gaz de schiste, suite au départ de Chevron, sont pour l'instant au point mort. De toute façon, il ne serait pas aujourd'hui commercialisable.

« *Quand il existe une volonté politique, les chantiers peuvent évoluer rapidement, comme ce fut le cas pour le gazoduc Iași-Ungheni reliant la Roumanie à la République de Moldavie*

Quelles sont les nouvelles routes du gaz dans la région après l'abandon des corridors SouthStream et Nabucco ?

Le projet TANAP, pour Trans-Anatolian Pipeline, remplace désormais le projet Nabucco. Ce gazoduc est

censé partir d'Azerbaïdjan, traverser la Turquie, la Grèce, qui avait d'ailleurs l'ambition de devenir un hub énergétique, et la Bulgarie, avant d'aboutir en Italie. Les Roumains, par la voix de l'ancien président Traian Băsescu, auraient préféré Nabucco, dont le trajet principal passait par la Roumanie et avait son terminus en Autriche. Quoi qu'il en soit, le projet TANAP sera connecté à la Roumanie, vu que l'une des conditions de l'adhésion de la Roumanie à l'UE était de se connecter avec la Hongrie et la Bulgarie. Pour l'instant, il n'existe avec la Hongrie qu'un gazoduc pour importer du gaz en Roumanie. Le chantier censé nous permettre d'exporter vers la Hongrie a commencé, mais avance lentement. Avec la Bulgarie, les travaux ont été récemment stoppés du fait de découvertes archéologiques sous le Danube. Il reste donc des

efforts à faire, en commençant par notre réseau national de transports qui n'est pas complètement compatible avec celui des pays voisins. Or, quand il existe une volonté politique, les chantiers peuvent évoluer rapidement, comme ce fut le cas pour le gazoduc Iași-Ungheni reliant la Roumanie à la République de Moldavie. Mais il faudrait un nouvel investissement d'environ 110 millions d'euros de la part de Chișinău pour sortir la Moldavie de la dépendance russe. Là aussi, il est surtout question de volonté politique.

Y a-t-il des estimations concernant les quantités de gaz disponibles en mer Noire ?

Petrom et ExxonMobil y font des explorations très coûteuses, et restent discrets concernant les chiffres.



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- **Audit/Commissariat aux comptes:** identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- **Conseil fiscal:** comprendre et mettre en place des solutions fiables
- **Expertise comptable:** permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- **Gestion de la paye**

Contact:

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro

Selon l'un de leurs rares communiqués, il s'agirait d'environ 80 millions de mètres cubes de gaz, soit la consommation de la Roumanie sur douze ans. Ces ressources devraient être disponibles sur le marché à partir de 2019-2020. Suite à un accord signé avec l'Etat roumain, le gaz de la mer Noire devra être distribué par le réseau national, mais cela nous ramène une nouvelle fois au problème de nos infrastructures qui doivent absolument être modernisées. D'autant que deux nouveaux projets de gazoducs financés par des fonds européens sont actuellement en train d'être discutés : Dunărea, qui commence dans la région de Dobrogea et suit plus ou moins le trajet de l'autoroute jusqu'à Arad, et EastRing, un projet slovaque censé passer également par l'Ukraine.

Comment faire pour encourager l'effort politique et concrétiser tous ces projets plus rapidement ?

Malheureusement, dans le domaine de l'énergie, il est très facile de tomber dans le populisme. La plupart des pays européens ont cette obsession de

vouloir créer des mammoths énergétiques. En Roumanie, ce problème n'existe pas puisque Petrom n'appartient plus en totalité à l'Etat. La privatisation de Petrom est selon moi un bon exemple. Quand cette société était publique, elle perdait un million de dollars par jour. Aujourd'hui, elle contribue à 10% du budget du pays. L'énergie est une affaire comme une autre et devrait être traitée de la sorte. Bien sûr, une législation forte et des normes rigoureuses sont également essentielles afin que la population ne puisse être directement touchée par la pénurie ou des tarifs trop élevés.

Un accord commercial est actuellement en négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Qu'en est-il du chapitre énergétique ?

A l'heure actuelle, tout est en négociation. Pour les Américains, ce chapitre n'est pas essentiel ; pour les Européens par contre, il est primordial. Ils ont besoin d'une garantie écrite selon laquelle les Américains leur vendront de l'énergie. Au niveau de l'UE, la dépendance énergétique envers la Russie est de 35%. Mais cette moyenne

cache des différences importantes. Les Bulgares sont à 100% dépendants des Russes, alors que les Français ne le sont pas du tout. La Norvège est le plus grand exportateur de gaz en Europe, or nous aurions besoin d'un second pays exportateur comme la Norvège. Si nous avions une autre source d'approvisionnement, d'Azerbaïdjan, d'Iran ou du Kurdistan, ce serait plus rassurant. Je ne suis pas contre la Russie, je dis seulement qu'il est nécessaire de développer d'autres routes. Nous parlons de ressources en mer Noire, mais les Grecs et les Chypriotes parlent aussi de possibles ressources en mer Méditerranée. D'une certaine façon, les Etats-Unis ont déjà beaucoup contribué aux discussions en se retirant du marché en tant qu'acheteurs. A partir de ce moment-là, une quantité immense d'énergie est apparue sur le marché européen. Du coup, les prix ont baissé. Si les Etats-Unis devenaient une nouvelle ressource, ce serait encore mieux.

Propos recueillis par
Mihaela Cărbunaru.
Photo : Daniel Mihăilescu

La pierre lancée

L'année 2015 sera-t-elle enfin celle du secteur de la construction ? La Commission nationale des prévisions (CNP) annonce une croissance d'environ 7% grâce en partie à la demande d'appartements neufs, alimentée par le programme Prima Casă (première maison). Les promoteurs profitent notamment des prix encore bas des terrains situés à la périphérie des villes. A Berceni, commune du sud de Bucarest, pas moins de 40 complexes résidentiels sont actuellement en chantier, proposant des logements aux prix très raisonnables : environ 32 000 euros pour un deux pièces, et 67 000 euros pour une petite maison de trois pièces sur un terrain de 100 m². Un retour de la construction d'autant plus significatif qu'il vient après une baisse de 2,3% en 2014. La CNP prévoit même une croissance constante d'environ 5% sur les trois prochaines années. Ceci étant, pour les représentants du secteur, si ce regain d'activité est bien réel, il cache des difficultés récurrentes. Selon Laurențiu Plosceanu, représentant de l'Association des entrepreneurs roumains du secteur de la construction (ARACO), « *les autorités locales freinent le développement des projets qui doivent se terminer avant la fin de l'année, les études de faisabilité pour certains grands projets d'infrastructures traînent. Et si les investissements privés reviennent, les partenariats public-privé restent pratiquement inexistant* ».

Carmen Constantin
Photo : Mihai Dăscălescu / Mediafax



ENFIN la récolte ?

Victimes de sévères pénuries alimentaires sous le régime communiste, les Roumains se sont rués après 1990 sur les denrées importées. Aujourd'hui, ils redécouvrent les produits traditionnels alors que l'agriculture roumaine commence à relever la tête.

EN 1981, MECONTENT DES conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, Nicolae Ceaușescu décida de rembourser avant terme la dette extérieure du pays, qui s'élevait à 11,4 milliards de dollars. Pour ce faire, la Roumanie devait maximiser à tout prix ses exportations. Le résultat immédiat pour les Roumains fut le rationnement des produits alimentaires ; et pour étouffer la grogne, le « conducător » expliqua les bénéfices pour la santé d'une consommation modérée de calories, évoquant les normes en ce sens de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS). Les Roumains devaient dorénavant manger selon un « programme d'alimentation scientifique » qui prévoyait, entre autres, 70 kilos de viande, 10 kilos de poisson et 280 œufs par an et par adulte.

En réalité, ces quantités n'existaient que sur le papier, les Roumains devant se contenter le plus souvent de pommes de terre, d'haricots et de conserves. Ceux qui faisaient des provisions dépassant leurs besoins mensuels étaient passibles de sanctions sévères pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison. En février 1989, la dette extérieure avait été remboursée mais le niveau de vie avait chuté de façon dramatique, la Roumanie devenant la nation la plus pauvre de l'ensemble du bloc soviétique.

Mais aussitôt après la chute du régime communiste, le pays fut logiquement inondé de produits alimentaires importés. La Roumanie, qui avait jusqu'à exporté viande, légumes, fruits et céréales, devenait un débouché pour

des produits de qualité douteuse mais qui répondaient à la soif des Roumains de découvrir les « merveilles » de l'Occident. « *Cela a énormément nui à l'agriculture roumaine, surtout aux maraîchers et aux pomiculteurs* », déplore l'ancien ministre de l'Agriculture Valeriu Tabără. En 1991, ce pays jadis baptisé le « grenier de l'Europe » a importé 2,7 millions de tonnes de blé. « *Je pense que nous payons toujours le crédit pris à l'époque pour payer le blé* », ajoute-t-il.

« *Les importateurs ont voulu nous apprendre à consommer des produits auxquels nous n'étions pas habitués* », souligne de son côté le leader du syndicat des éleveurs Dragoș Frumosu. « *Nombre de produits qu'on trouvait dans les magasins du temps de Ceaușescu, y compris le salami au soja, tellement décrié, étaient plus sains que beaucoup d'autres qu'on mange aujourd'hui* », assure-t-il.

En 1995, alors que la Roumanie avait perdu les marchés où elle était présente avant 1989, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, le gouvernement adopta une première décision visant à décourager les importations de produits agroalimentaires. Le pays se remit aussi à exporter, mais le déficit du commerce agroalimentaire continua de se creuser, atteignant un pic d'environ 1,7 milliard d'euros en 2009. Jusqu'à ce qu'en 2013, la Roumanie enregistre pour la première fois un surplus dans ce domaine, soit 324 millions d'euros. Une performance répétée l'année suivante, lorsque l'excédent s'éleva à 514 millions. « *Malheureusement, nous sommes toujours tributaires*

des exportations de produits à faible valeur, notamment de matières premières et d'animaux vivants », indique M. Tabără.

Selon les chiffres officiels, les exportations en 2014 ont principalement visé le blé (cinq millions de tonnes, pour 959 millions d'euros), le maïs (3,7 millions de tonnes, pour 755 millions d'euros), les cigarettes, les graines et l'huile de tournesol, ainsi que des ovins et des bovins. Les importations ont en revanche porté sur la viande de porc, les fourrages à base de soja, les produits de boulangerie et le chocolat.

Pour M. Frumosu, « *si la Roumanie exporte davantage de produits agroalimentaires, ce n'est pas parce qu'elle a un surplus, mais parce qu'elle manque cruellement de capacités de stockage* ». Sur le marché des céréales, les jeux sont faits par un petit nombre de commerçants qui achètent et vendent selon leur propre intérêt. Faute de pouvoir entreposer à long terme leurs graines, les petits producteurs n'ont d'autre choix que d'accepter les conditions posées par ces derniers, indique-t-il. Côté élevage, le démantèlement, après 1990, des grandes fermes héritées de l'époque communiste, a entraîné une forte chute du nombre de têtes de bétail.

Mais les choses commencent à bouger. D'une part, les Roumains ont retrouvé leur appétit pour des produits traditionnels et commencent à délaisser les aliments importés. La plupart des grands magasins comptent désormais un rayon propo-

sant des produits de terroir. « Ma campagne », « Goûts roumains », « Amour pour la Roumanie »... Les chaînes de la grande distribution ont créé leurs propres marques sous lesquelles elles vendent confitures, conserves, jus de fruits et autres gourmandises, tous « faits maison ». « *Le marché des produits traditionnels roumains a beaucoup progressé ces cinq dernières années* », confirme une étude réalisée par Prăvălia Mică (le Petit négoce), un magasin en ligne qui propose des centaines de produits traditionnels. « *Paradoxalement, même si les recettes datent de plus de cent ans, le marché est relativement jeune* », précise Tudor Barbu, un de ses responsables.

D'autre part, les exportateurs commencent à se tourner davantage vers des produits de transformation, avec une plus grande valeur ajoutée. Ainsi, en 2013, les exportations de produits de boulangerie et de pâtisserie, de conserves, de fromage et de viande ont progressé d'un tiers en moyenne, s'élevant à environ 300 millions d'euros au total. Une tendance à la hausse qui s'est maintenue l'année dernière.

Selon la stratégie du gouvernement visant le développement du secteur agroalimentaire, la part des exportations de produits de transformation devrait atteindre 80% du total d'ici 2030 *. « *Les produits roumains doivent reconquérir le marché local et trouver de nouveaux débouchés à l'étranger* », a déclaré début juin le ministre de l'Agriculture Daniel Constantin, annonçant son intention de créer une agence chargée de la promotion des produits roumains.

Si l'essentiel des exportations de produits agroalimentaires est aujourd'hui destiné aux pays de l'Union européenne, les agriculteurs roumains rêvent de reconquérir le marché chinois, jadis un partenaire commercial privilégié. Lors d'une visite à Bucarest en 2013, le Premier ministre chinois Li Keqiang leur avait donné espoir : « *Nous pouvons acheter tout ce que vous pourrez nous livrer.* » Plusieurs accords avaient été signés à l'époque, prévoyant notamment l'importation de Roumanie de 500 000 bovins et de trois millions de cochons. Mais dix-huit mois plus tard, seul l'élevage de porcs Smi-

thfield de Timișoara, racheté par la compagnie chinoise WH Group Limited, a reçu l'aval des autorités sanitaires-vétérinaires de Pékin pour exporter des cochons.

De toute façon, selon Dragoș Frumosu, « *si jadis nous exportions des quantités énormes de viande, aujourd'hui nous aurions besoin de dix à quinze ans pour investir dans des élevages capables de répondre à la demande chinoise* ».

Mihaela Rodina
Photo : Mircea Roșca / Mediafax

* Perspective plutôt réaliste si le pays maintient son taux d'absorption des fonds européens. La Roumanie a déjà dépensé 7,6 milliards d'euros de fonds européens destinés à l'agriculture et au développement rural, soit 84% du total mis à disposition par Bruxelles pour ce secteur pour la période 2007-2013. Le taux d'absorption est nettement supérieur à celui enregistré dans les autres domaines bénéficiant de fonds communautaires (soit 55% en moyenne). Pour la période 2014-2020, la Commission a mis de côté 8,1 milliards d'euros pour l'agriculture roumaine.



La chronique

DE DAN POPA

QUESTION DE VALEUR

L'économie n'est pas comme la vie de famille, où les bonnes nouvelles restent bonnes quoi qu'il arrive, de façon générale. Si un mari promet à sa femme une Skoda mais lui achète une Mercedes à la place, elle n'en sera que davantage ravie. En économie, quand on promet de livrer un produit en particulier, il s'agit de tenir ses promesses et de remettre exactement le produit demandé.



Autre exemple : prenons les locataires d'une résidence d'appartements. Chacun informe son voisinage de ses projets, l'un compte remplacer les canalisations pour l'eau chaude, l'autre voudrait construire une mansarde, etc. Un locataire souhaite de son côté construire un garage dans la cour intérieure de la résidence. Aucun problème, ses voisins acceptent. Mais au lieu de construire un garage, celui-ci construit un petit jardin d'enfants. La tension monte, il était question d'un garage. « *Où est le problème*, réplique-t-il, *la cour intérieure est aussi à moi, je peux faire ce que je veux de l'espace qui me correspond !* ».

Cette petite histoire entre voisins illustre parfaitement ce qui est en train de se passer avec la réduction de la TVA (Taxe

sur la valeur ajoutée) de 24 à 19% que le gouvernement veut appliquer à partir du 1er janvier 2016 – au bouclage de ce numéro, le Parlement a déjà approuvé la mesure. Or, au sein du programme de convergence envoyé à Bruxelles, cette réduction drastique de la TVA n'avait pas été indiquée. Aujourd'hui, le problème n'est pas de savoir si cette baisse est une bonne ou une mauvaise décision, il s'agit d'informer ses partenaires européens en temps voulu. D'autant que la Roumanie fonctionne pour l'instant avec le deuxième taux de TVA le plus élevé d'Europe.

Tailler la TVA à 19% va assurément améliorer la compétitivité des exportations roumaines, mais qu'en disent les autres pays européens ? C'est comme mettre des clous sur la chaussée pour crever les pneus des autres véhicules sans les avertir. « *Il est incroyable qu'une telle mesure vienne encore une fois de Roumanie* », a récemment déclaré un haut représentant européen lors d'une réunion informelle.

Par ailleurs, il est à souligner que la réduction de la TVA dans l'alimentation n'a jusqu'à présent pas eu l'effet escompté. Le prix des produits n'a pas véritablement baissé, ce qui pourrait entraîner un effet boomerang avec un manque à gagner conséquent pour le budget de l'Etat. Ce ne serait de toute façon pas la première fois qu'une décision politique populiste ait des répercussions désastreuses sur l'économie.

Photo : Octav Ganea / Mediafax

Qu'en théorie

La désinflation, ou inflation négative, attendue par les spécialistes pour les prochains mois – résultat du cours bas du pétrole combiné avec la baisse de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) pour les produits alimentaires – pourrait théoriquement toucher l'économie roumaine. Le 26 mai dernier, le gouverneur de la Banque nationale de Roumanie (BNR) Mugur Isărescu a néanmoins tenu à les rassurer : « *La désinflation est surtout un état d'esprit que je ne vois pas s'installer chez les Roumains. Elle implique un retard dans la décision d'acheter, ce qui entraîne une baisse de la consommation et donc une réduction des prix.* » D'autant que la croissance exceptionnelle du Produit intérieur brut (PIB) au cours du premier trimestre, de 4,2% par rapport à la même période l'an dernier, place la Roumanie en tête du classement des pays membres de l'UE publié par Eurostat, à côté de la République tchèque. Et selon les chiffres de l'Institut national des statistiques (INS), cette croissance a été en grande partie le résultat de l'augmentation de la consommation, notamment celle des ménages.

« *En principe, la désinflation est plus dangereuse que l'inflation, mais il existe aussi de la bonne désinflation, ajoute Lucian Croitoru, conseiller du gouverneur de la BNR. La réduction de la TVA pourrait effectivement entraîner de la désinflation, mais elle n'est pas dangereuse, car elle n'est pas le résultat d'une surproduction.* » Răsvan Roceanu. Photo : Octav Ganea / Mediafax

Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque nationale de Roumanie.

Détendre la corde

L'unanimité de voix, phénomène rarissime au sein du Parlement, s'est produite le 20 mai dernier, quand les députés ont approuvé la loi sur l'insolvabilité des personnes physiques, promulguée mi-juin par le président Klaus Iohannis. Selon le texte, « *la loi s'adresse aux personnes physiques de bonne volonté ayant des dettes qui ne découlent pas de l'exploitation d'une entreprise au sens de l'article 3 du Code civil* ». Un débiteur dans l'impossibilité de payer devra alors dresser les actes juridiques et les transactions conclus durant les trois dernières années ayant une valeur de plus de dix salaires minimums. Par ailleurs, une donation ou transaction effectuée au cours des deux dernières années pourra être annulée à la demande du créancier ou du liquidateur. A noter que la nouvelle loi ne s'adresse qu'aux personnes endettées pour plus de quinze fois le salaire minimum, avec des impayés qui vont au-delà de 90 jours. « *Beaucoup de gens voient dans cette loi une façon de ne plus rendre l'argent aux banques, mais c'est plus compliqué que cela*, explique le financier Dragoș Cabat. *La loi impose des sanctions et des restrictions très claires pour le débiteur (biens saisis, limitation des dépenses, etc, ndlr). Selon moi, une campagne d'information et d'éducation de longue durée est nécessaire afin que la loi soit correctement comprise. Par ailleurs, les institutions capables de gérer l'insolvabilité des personnes physiques, tel le liquidateur judiciaire, n'existent pas encore.* » Răsvan Roceanu

Orange Travel

parlez de vos vacances à vos proches
avant même de rentrer chez vous

avec l'option **Go Europe 10**, vous disposez d'un
bonus de 60 minutes et de textos que vous pouvez
partager avec la personne de votre choix

avec **1 €/jour**

www.orange.ro/roaming

offre valable jusqu'au 31 août 2015, avec possibilité de prolongation

orange™

Sans fin

Sur l'ensemble du pays, plus de la moitié des routes en construction utilisant des fonds européens – tranche budgétaire 2007-2013 – ne seront pas terminées avant la fin de l'année. Autrement dit, sur 400 km d'infrastructures routières prévus, moins de 50% ont été réalisés. Entre autres exemples, les travaux des 13 km de ceinture entourant la ville de Braşov continuent, or ils ont démarré il y a déjà 15 ans... Les retards n'en finissent pas. Dans un communiqué du 17 juin dernier, la Compagnie nationale des autoroutes et des routes (CNADNR) n'a rien trouvé de mieux que de demander au ministère des Fonds européens de « *prolonger le terme de certains projets, afin de ne pas perdre ces fonds non remboursables* ». L'ennui est qu'à cause de ces retards, le pays perd de l'argent. Sur 5,1 milliard d'euros à disposition pour les infrastructures routières sur la période 2013-2019, 3 milliards seront utilisés pour finaliser les projets d'autoroute, routes et voies ferrées de la précédente tranche budgétaire, soit 60% des nouveaux fonds. « *Le problème est que le Master plan pour les transports prévu sur l'exercice 2007-2013 n'a cessé d'être modifié selon des critères et des objectifs imprécis*, explique Otilia Nuţu, spécialiste des politiques publiques pour les infrastructures au sein du think tank Expert Forum. *Les priorités n'ont pas été établies correctement dès le début, alors quand il y a un changement de ministre, tout change avec lui. Par ailleurs, les travaux sont ici lents et chers à cause d'une planification insuffisante, des contestations récurrentes à chaque appel d'offres, et surtout de l'inconséquence des politiques.* » Carmen Constantin. Photo : Dan Tautan / Mediafax

Chantier de l'autoroute Sebeş-Turda, en avril dernier.



CHERCHE inspecteurs anti-fraude

L'Agence nationale d'administration fiscale (ANAF) a besoin de remplir ses rangs afin de mener à bien ses nombreuses enquêtes. Depuis le début de l'année, déjà 159 nouveaux inspecteurs anti-fraude ont été recrutés. La sélection se fait en trois étapes classiques : dossier, examen écrit et entretien. Sur certains postes, plus de vingt candidats se sont présentés pour une seule place. Car la rémunération proposée par l'ANAF est plutôt attractive par rapport au salaire moyen (380 euros net) : de 2 800 lei net (environ 630 euros) à 5 000 lei net (environ 1 120 euros), sans compter les heures supplémentaires, également rétribuées. « *A terme, il faudra toutefois s'assurer que cette forte augmentation du personnel de l'ANAF est justifiée, que les sommes récupérées ont été conséquentes, et que l'activité de l'agence est restée irréprochable* », souligne l'analyste George Vulcănescu. Pour l'instant, les agents réputés inflexibles – mais parfois à l'attitude jugée un peu trop tatillonne – ont été plutôt efficaces : grâce à eux (selon les autorités), sur les quatre premiers mois de l'année, les sommes collectées pour le budget de l'Etat ont augmenté de 10% par rapport à la même période l'an passé. Carmen Constantin. Photo : Victor Ciupuliga / Mediafax



En République de Moldavie, de nombreux sujets sont absents du débat public. Alors sur les scènes de la capitale moldave, certains artistes s'appliquent à décortiquer les tabous de leur société grâce au théâtre documentaire, un style en vogue dans les pays d'Europe de l'Est. Reportage à Chişinău.

SUR LES PLANCHES DU réel

QUATRE BANCs EN BOIS TRÔNENT sur la scène. Au mur, des images de barbelés, de serrure et de mirador. Le grincement des verrous qui se ferment lourdement pose le décor, et enferme le spectateur dans l'unique prison pour femmes de Rusca. Ana, une détenue en sous-vêtements blancs raconte les drames de sa vie – inceste, alcoolisme, pauvreté du milieu rural –, et ce meurtre qui l'a conduit derrière les barreaux pour 24 ans. Ses mots

sont durs, son histoire, terrible. Dans la salle, le silence est tendu.

Si l'effet est percutant, c'est par le thème choisi mais aussi car ce qui est figuré ici n'est pas imaginaire. Le spectacle *Shakespeare pentru Ana* (Shakespeare pour Ana) est basé sur des témoignages recueillis auprès de détenus par la metteur en scène Luminița Țicu et son producteur Mihai Fusu. Pendant six mois, ils sont

allés à la rencontre des prisonniers et du personnel de trois pénitenciers : l'un pour mineurs, l'un pour femmes et l'autre pour hommes. « *Le réel est notre matière première, nous n'avons rien inventé*, explique Luminița Țicu à la fin de la pièce dans une discussion avec les spectateurs. *Nous sommes restés fidèles à ces entretiens pour vous montrer le visage humain de ces prisonniers.* »



j'ai vu son crime d'une autre manière. Je pourrais presque la comprendre, la prison est l'un des miroirs de la société. » En filigrane, la pièce pousse précisément le public à s'interroger sur les causes qui mènent certaines personnes à commettre l'acte fatal.

Mihai Fusu, le producteur de *Shakespeare pentru Ana*, compare ce genre théâtral à celui de la Grèce antique qui exposait sur scène certains problèmes de la société. Mais dans la Moldavie d'aujourd'hui, ce type de pièce détonne. Car au sein des nombreux théâtres subventionnés par l'Etat, le style classique d'inspiration

En cette fin juin, parmi le public de Tipografia 5 – salle de concert connue de la capitale moldave –, il y a Andru, 23 ans. Cet étudiant en médecine est un adepte des pièces du collectif Coliseum. Et une fois de plus, il est conquis par le spectacle. « *Je me suis représenté la prisonnière derrière chaque actrice et j'ai essayé de me mettre à sa place, en prison*, dit-il. *Je pense que cela aurait été moins percutant si cela avait été de la fiction. Selon moi, ce type de pièce aide notre société à être plus ouverte.* »

« *Une femme m'a raconté que deux hommes rodait dans son village à la recherche de jeunes filles à envoyer à l'étranger, mais après la représentation, ils ont tout simplement arrêté leur petit manège*

Diana Decuseară travaille au Théâtre national Mihai Eminescu où elle joue d'habitude un répertoire plutôt classique. Dans la peau d'Ana, cette actrice de 33 ans ne peut s'empêcher d'être visiblement émue. « *J'ai eu l'occasion de rencontrer cette jeune femme en prison lorsque l'on préparait le spectacle*, raconte-t-elle. *Quand j'ai pris connaissance de sa vie et de tous les malheurs qui lui sont arrivés,*

VOUS ÊTES DIRIGEANT D'UNE ENTREPRISE OU INSTITUTION CLIENTE DE GDF SUEZ ENERGY ROMÂNIA?



Depuis le 1er janvier 2015, les tarifs finaux réglementés pour la fourniture en gaz des professionnels ont été modifiés.*

Adhérez maintenant à l'offre **GDF SUEZ Clasic** par courrier ou activez l'offre **GDF SUEZ e-Clasic**** sur www.gdfsuez.ro pour bénéficier de:

- Tarifs avantageux
- Adhésion rapide en toute sécurité
- Accès facile à toutes les informations nécessaires (index, paiements, consommation)

Offres valables du 1er novembre 2014 au 25 novembre 2015 pour les professionnels qui ont un contrat réglementé pour la fourniture en gaz avec GDF SUEZ Energy România et sont raccordés au réseau de distribution de Distrigaz Sud Rețele.

*Conformément à l'art. 179, paragraphe (2), lettre a) de la Loi de l'énergie électrique et du gaz naturel no. 123/2012 sous réserve de modifications ultérieures.

**L'offre GDF SUEZ e-Clasic est disponible exclusivement pour notre portefeuille de professionnels GDF SUEZ Energy România au 31.12.2014 et raccordés au réseau de distribution de Distrigaz Sud Rețele.

GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES



russe ainsi que la comédie sont largement prédominants. « *Les Moldaves vont au théâtre surtout pour se distraire, pas pour réfléchir* », déplore le producteur. Après des études à l'Académie de théâtre de Moscou – un parcours classique lorsque la Moldavie faisait encore partie de l'Union soviétique – Mihai Fusu se tourne vers le théâtre absurde et monte, dès 1989, *Rhinocéros* de Ionesco. « *Une révolution pour la scène locale* », se souvient-il, alors qu'à l'époque le théâtre était encore un instrument de propagande idéologique.

Loin du modèle soviétique, pour Mihai Fusu le théâtre est désormais aussi un moyen de faire évoluer la

société de manière concrète. C'est pourquoi il a tenu à faire du ministère de la Justice l'un de leurs partenaires principaux. Au sortir de la représentation, Ana Dabija, directrice des institutions pénitentiaires moldaves, semble très touchée. « *J'ai trouvé la pièce juste et j'y ai reconnu beaucoup de mes collègues*, avoue-t-elle. *Nous sommes conscients d'avoir hérité d'un système soviétique tant dans les conditions de détention que dans les mentalités. Nous tendons à évoluer vers un modèle européen plus humain, mais cela prend beaucoup de temps.* »

En 2001, le premier spectacle documentaire du collectif avait déjà réussi à faire bouger les lignes. *A șapte cafe-ne* (le septième café) s'était attaqué au trafic d'êtres humains, un fléau qui continue de faire des ravages dans les campagnes moldaves. Jouée plus de 200 fois dans tout le pays, la pièce a parfois fait office de prévention dans un milieu rural délaissé par les institutions publiques. « *Une femme m'a raconté que deux hommes rodaient dans son village à la recherche de jeunes filles à envoyer à l'étranger, mais après la représentation, ils ont tout simplement arrêté leur petit manège* », se souvient Mihai Fusu. D'autres réactions en disaient long sur le drame de certaines familles. « *Un soir, une vieille femme ne s'arrêtait plus de pleurer après la pièce*, poursuit-il. *Elle nous a expliqué que depuis des mois elle n'avait plus de nouvelles de sa belle-fille partie à l'étranger, mais qu'enfin elle comprenait pourquoi.* »

Texte et photos : Julia Beurq

Le théâtre documentaire à l'Est

République de Moldavie, Russie, Roumanie, le théâtre documentaire a le vent en poupe en Europe de l'Est. Car il souffle sur ces anciens pays du bloc soviétique un cruel besoin de traiter de la réalité dans l'art. A Moscou, la troupe Teatr.doc, créée en 2002, s'attaque à des thèmes qui en disent long sur la société russe : corruption, guerre de Tchétchénie, mariages mixtes... A Bucarest, le collectif réuni autour du metteur en scène David Schwartz et de la dramaturge Mihaela Mihailov décortique depuis plusieurs années diverses réalités sociales de la Roumanie, par exemple la situation des anciens mineurs de la vallée du Jiu, ou les conditions de vie des réfugiés à Bucarest.



Plus de 900 000 musulmans – en majorité d'origine turque – vivent en Bulgarie sur une population d'un peu plus de 7 millions d'habitants. S'ils parviennent à pratiquer leur religion librement et jouissent d'une grande tolérance de part de la majorité orthodoxe, depuis quelques années, l'actualité internationale et les discours de partis extrémistes locaux compliquent la situation.

La veine musulmane

La cohabitation entre Bulgares et musulmans a longtemps été conflictuelle, notamment lors de l'occupation ottomane de 1396 à 1878. Mais depuis 1989 et l'avènement de la démocratie en Bulgarie, ils vivent en harmonie. Les lois bulgares garantissent la pleine liberté de culte aux musulmans, et l'autorité islamique de Bulgarie dispose de nombreux pouvoirs. Un magazine, intitulé *Musulmans*, est même édité en bulgare et en turc.





Selon un recensement de la population effectué en 2001 – le dernier recensement, celui de 2011, est resté incomplet quant aux réponses liées à la religion –, les musulmans représenteraient un peu plus de 12% de la population bulgare, constituant ainsi la seconde communauté religieuse après les orthodoxes (76%). Ce sont essentiellement des sunnites (courant majoritaire au sein de l'Islam), mais certains groupes chiites existent aussi dans l'est du pays. En 2001, les 966,978 musulmans recensés se divisaient ethniquement en trois groupes : Turcs (74%), Bulgares (13%), et Roms (10%).

Les musulmans sont présents sur l'ensemble du territoire bulgare. A Sofia, on les retrouve principalement dans le centre, dans le quartier de la mosquée Bania Bachi et de la rue E. Yosif où de nombreux musulmans originaires de Turquie, d'Egypte ou du Liban ont leurs commerces. Ils sont également très présents à Plovdiv (deuxième ville du pays), ainsi que dans le nord-est et la région des Rhodopes.



D'un autre côté, malgré l'accord de principe de construire de nouveaux lieux de culte, Vedat S. Ahmed, représentant du Bureau du Grand Mufti (plus haute autorité islamique bulgare), regrette que « dans les faits, il est très difficile d'obtenir un permis pour construire une mosquée ». A Sofia, la seule mosquée Bania Bachi n'arrive plus à accueillir tous les fidèles les jours de prière. « Il y a soixante ans, nous avions une cinquantaine de personnes les vendredis, poursuit Vedat S. Ahmed. Aujourd'hui, ils sont plus de 1 000, or la capacité maximale de notre mosquée est de 700 individus. »

La capitale bulgare voit désormais des centaines de musulmans s'installer sur la voie publique lors des prières du vendredi étant donné le manque de place à l'intérieur de la mosquée. Un événement peu banal en plein centre historique, à quelques pas de ruines romaines et thraces ainsi que d'autres lieux de culte orthodoxe, catholique et juif.



Depuis 2011, lorsque des militants du parti radical Ataka ont frappé des fidèles musulmans et brûlé leurs tapis, les prières devant la mosquée de Sofia sont désormais encadrées par les forces de l'ordre. Chaque vendredi, plusieurs fourgons de la gendarmerie et voitures de police stationnent à proximité. Car les actes islamophobes se multiplient. L'année dernière, environ 2 000 nationalistes radicaux ont attaqué la mosquée de Plovdiv en lançant pétards et pierres.

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

La situation économique en République de Moldavie est critique. Depuis « le vol du siècle » – la disparition d'un milliard de dollars de trois grandes banques – le pays s'enfonce dans une crise sans précédent. Décryptage avec Adrian Lupușor, directeur d'Expert-Grup, *think tank* basé à Chișinău.

Plongée dans *le gouffre*

Regard : Comment décrieriez-vous l'état actuel de l'économie moldave ?

Adrian Lupușor : La situation économique est pire que les années précédentes. Si en 2013 et 2014 la croissance a été rapide et assez bonne, pour 2015 ce sera la stagnation. Selon nos pronostics, le taux de croissance sera de - 0,2%. D'autres estiment que ce taux négatif descendra même jusqu'à - 2%. Dans tous les cas, les exportations sont en baisse, et les envois de devises depuis l'étranger aussi. En parallèle, les investissements des sociétés étrangères ainsi que ceux de l'Etat ont nettement chuté. Tous les moteurs de croissance économique sont au ralenti.

Comment la Moldavie en est-elle arrivée là ?

Depuis quelques mois, le pays fait surtout face à une crise sans précédent dans le secteur bancaire. Quelques jours avant les élections législatives de novembre dernier, un milliard de dollars ont été extraits de trois banques privées : la Banque d'économies, la Banque sociale et Unibank. Cette somme représente 12% du PIB. Concrètement, certains actionnaires de ces trois établissements bancaires se sont concertés pour accorder des crédits très importants à des compagnies qui leur étaient affiliées. Puis ces crédits ont été transférés sur des comptes offshore, et on a perdu leurs traces. Conséquences : le leu moldave s'est

déprécié de 25% par rapport à l'année dernière. Cela a affecté ceux qui ont des emprunts en devises ainsi que les locataires, car ici les loyers sont payés en devises. De plus, les prix ont beaucoup augmenté car de nombreux produits sont importés. Ce sont bien sûr les foyers les plus modestes qui ont été les plus touchés par ces événements.

« *On peut d'ores et déjà affirmer que tous les dirigeants du pays ont été impliqués, d'une façon ou d'une autre ; il est impossible de dérober 12% du PIB sans la complicité des partis politiques au pouvoir* »

Qui tient-on pour responsable de cette fraude ?

En avril dernier, une commission parlementaire a publié le rapport Kroll révélant clairement ceux qui ont été impliqués dans ce scandale. Il s'agit principalement de sociétés appartenant à l'homme d'affaires Ilan Shor – devenu maire de la ville d'Orhei le 14 juin dernier, ndlr – et de quelques banques établies en Russie et en Lettonie. Mais on peut d'ores et déjà affirmer que tous les dirigeants du pays ont été impliqués, d'une façon ou d'une autre ; il est impossible de dérober 12% du PIB sans la complicité des partis politiques au pouvoir. D'autre part, vu que le rapport Kroll est basé sur des données obte-

nues auprès de la Banque nationale moldave (BNM), cela signifie que la BNM avait à sa disposition toutes les preuves nécessaires pour constater la fraude. Or, elle est restée passive. Elle n'a pas utilisé les instruments à sa disposition pour stopper ces transactions, ni bloqué les comptes des actionnaires, se limitant à quelques avertissements lorsque le milliard avait déjà disparu. Certes, la BNM a mis ces trois banques sous administration spéciale, mais c'était trop tard. Aujourd'hui, elles sont au bord de la faillite.

Pourtant le gouvernement moldave a décidé de les sauver...

Tout à fait, l'Etat moldave a officiellement versé 10 milliards de lei (environ 480 millions d'euros, ndlr) à ces trois établissements bancaires sous forme de crédits. L'argent a été accordé par la BNM avec la garantie du gouvernement. Cela signifie que si ces banques ne réussissent pas à rembourser la BNM, ces 10 milliards de lei se transformeront en dette publique. Somme qui sera transposée sur ceux qui paient des taxes et des impôts, c'est-à-dire la population. Il est possible qu'avant la fin de l'année, la dette publique moldave passe de 34% du PIB en 2014, taux relativement faible, à 55% voire 60%. C'est moins que les standards internationaux, mais c'est un pourcentage énorme pour la République de Moldavie qui n'a pas accès au marché externe de capitaux.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait au contraire préconisé la liquidation de ces banques. Pourquoi les partis pro-européens au pouvoir n'ont-ils pas fait ce choix ?

A mon avis, les élites politiques utilisent encore ces banques pour extraire des dividendes financiers. C'est une source de revenus importants pour eux dont ils ne veulent pas se passer. Même si d'un point de vue économique, sauver ces banques est beaucoup plus coûteux que de les liquider. Le problème est que cela crée un précédent pour d'autres banques qui se sentiront protégées par l'Etat quoi qu'elles fassent. D'un autre côté, les liquider est une variante extrêmement impopulaire.

C'est-à-dire ?

Les risques sont assez élevés. Les dépôts de ces trois banques représentent un tiers de l'ensemble du secteur bancaire moldave. Ce sont

des banques importantes ; si on recourt à leur liquidation, il risque d'y avoir une panique dans le secteur bancaire qui pourrait toucher le marché ainsi que d'autres banques. Dans le cas où cette solution est mise en place, le processus doit se faire graduellement, de manière transparente et avec le retour de tous les dépôts aux personnes physiques et juridiques dans des délais restreints.

Les partenaires externes de la République de Moldavie sont effectivement mécontents du choix des partis au pouvoir...

En effet, les négociations avec le FMI pour la signature d'un nouvel accord n'ont toujours pas commencé. La visite des représentants du FMI a été repoussée à cause de la crise politique et du manque de volonté pour résoudre le problème du secteur bancaire. De son côté, la Banque mondiale a gelé 45 millions de dollars qui devaient revenir à la

Moldavie pour 2015. Elle estime avec raison que le pays est trop corrompu et qu'il est insensé de donner de l'argent à un Etat au sein duquel un milliard de dollars peuvent disparaître aussi facilement.

La presse locale affirme que la Moldavie pourrait entrer sous peu en incapacité de paiement. Qu'en pensez-vous ?

Je ne pense pas que la Moldavie puisse se déclarer en faillite, mais on peut effectivement parler d'un risque d'entrer en incapacité de paiement partielle et temporaire. Les effets directs de cette crise bancaire ne se feront sentir que vers la fin de l'année, ou en 2016. Le secteur public sera le premier à en souffrir. Il se peut que le versement des salaires et des retraites des fonctionnaires, ainsi que celui des allocations sociales, soit repoussé. On assistera probablement à des licenciements dans le secteur public qui reste le deuxième plus gros employeur du





Marché aux puces face à la gare de Chişinău.

pays après l'agriculture. Et il est quasiment certain que les prix de l'électricité et du gaz augmentera, ce qui se ressentira sur les factures des Moldaves surtout cet hiver.

La situation semble très préoccupante...

C'est le cas. En plus des problèmes économiques, on observe aussi une augmentation très forte du mécontentement populaire. De mon point de vue, si la population se décide à manifester pour faire pression sur le gouvernement, d'autres forces politiques pourraient en profiter afin de déstabiliser le pays, un scénario catastrophe. Pour sortir de cette crise économique, la seule

solution doit être politique. Mais nous sommes inquiets car il n'existe aucune volonté de la part de nos élites, qui s'opposent aux réformes structurelles. Nos partenaires internationaux devraient mettre plus de pression sur nos dirigeants.

Au sujet de ces partenaires, une dernière question d'ordre plus général : comment voyez-vous l'état actuel des relations économiques avec la Russie d'une part, et avec la Roumanie d'autre part ?

La Moldavie est extrêmement dépendante de la Russie au niveau énergétique car notre gaz provient de ce pays dans sa totalité. Par ailleurs, 60% de l'argent envoyé par les

Moldaves de la diaspora provient de Russie. Ceci dit, du point de vue des investissements et des exportations, nous sommes moins dépendants de Moscou qu'auparavant. Depuis cette année, la Roumanie est devenue le premier pays importateur de produits moldaves, et non plus la Russie. Grâce au gazoduc Iaşi-Ungheni, la Roumanie nous aide à diversifier nos échanges énergétiques. J'espère que les rapports entre Bucarest et Chişinău vont se renforcer, ils sont essentiels notamment pour ceux qui soutiennent l'agenda pro-européen.

Propos recueillis par Julia Beurq.
Photo : J.B.

L'UKRAINE MALADE

Kiev, 1er juillet. Plus de 200 manifestants, patients séropositifs au VIH et représentants de plusieurs régions d'Ukraine, font la queue de façon symbolique devant le Cabinet des ministres en signe de protestation contre la politique sanitaire du gouvernement. Le ministère de la Santé n'aurait notamment pas acheté les médicaments nécessaires à certains soins, et le Cabinet des ministres n'aurait pas suffisamment contrôlé la mise en place du programme national pour le traitement de 30 000 Ukrainiens séropositifs. Par ailleurs, au bouclage de ce numéro, les combats continuaient à l'est du pays entre séparatistes prorusses et partisans du gouvernement de Kiev, malgré la signature de l'accord « Minsk 2 » le 15 février dernier.



LC, avec AFP
Photo : Sergei Supinsky / AFP PHOTO

ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)
- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro

www.erka.ro

Connue pour son dynamisme économique, Timișoara n'en reste pas moins remplie de friches industrielles. Un héritage notamment revisité par de jeunes artistes.

ARTS *à l'ouest*

CASQUE SUR LES OREILLES,

DJ Nerube lance son set. Doucement, la foule ferme les yeux et commence à danser. Ces battements viennent-ils des platines ou sont-ils les fantômes de vieilles machines qui se réveillent ?

En 1989, lorsque le régime de Nicolae Ceaușescu tombe, 7 000 petites mains s'affairent encore dans ce même entrepôt pour fabriquer des chaussures en cuir. Plus de deux millions de paires de souliers s'exportent alors à travers toute l'Europe chaque année. Mais l'entreprise Banatim réduira par la suite drastiquement le nombre de ses employés, et ses ateliers se videront.

Lorsque Vlad pousse l'une des portes du bâtiment en 2013, il découvre quelques tables éparpillées ici et là. Et décide d'improviser un lieu d'art dans cet espace vide de 177 m². « On a parcouru toute la ville pour trouver une surface pareille. On cherchait un endroit où les artistes pourraient se croiser et créer un bouillonnement permanent », commente ce passionné d'arts visuels.

Dans les différentes pièces autour de la salle commune, Vlad et ses amis ont ouvert des studios de photographie, d'enregistrement, où chaque artiste va et vient à sa guise. A travers leur association, baptisée Tam Tam, ils accueillent des installations, des expositions ou encore des concerts électro, jazz... Ce samedi, Adrian, un habitué du lieu, est venu participer à un atelier de réparation de bicyclette ; mais ce qu'il préfère, ce sont les soirées cinéma d'art et

d'essai. « Ils passent toujours des films bizarres, fantastiques. Je ne sais pas où ils les dégotent... ».

Ici plane une atmosphère légère, naïve, irréaliste. L'extérieur annonce la couleur avec une guitare suspendue à un arbre. A l'intérieur, des sculptures et des dessins tout aussi déjantés les uns que les autres recouvrent les murs. Un mannequin géant en carton-pâte trône dans un coin, il y a aussi un cerf en bois. Au premier étage, sur la terrasse, quatre canapés défraîchis donnent vue sur tout l'est de la ville.

« Nous suivons des principes d'art libertaire, nous n'appartenons ni à la

gauche radicale, ni aux anarchistes, nous sommes des artistes ouverts, humains. Nous ne luttons avec rien, juste avec l'esprit », soutient Gabi, artiste trentenaire originaire d'Arad, ville située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Timișoara.

Autre espace à vocation culturelle : Ambasada (ambassade), qui s'est ouvert en février dernier. Moins excentrique et plus organisé que Tam Tam, mais original à sa façon. « Au début, l'idée est partie d'un constat : il nous manquait un lieu où nous pouvions travailler correctement. On se réunissait chez nous ou dans un bar, mais nous avions toujours un problème,

Tam Tam



Ambasada

trop de bruit, pas de rétroprojecteur, etc », explique Norbert.

Après avoir fondé le festival de musique Plai en 2006 avec son amie Andreea, Norbert a prolongé l'élan de cette manifestation en investissant le département de recherche et développement de l'ancienne fabrique de chapeaux Paltim, le long de la rivière Bega, à l'ouest de la ville. « Il y avait de la poussière partout, nous avons passé six mois à refaire les sols, l'électricité... Au total, on a extrait dix camions de déchets. » Sans dénaturer l'endroit pour

autant, ils ont laissé la rouille à l'extérieur, et les grandes fenêtres. Quant à la décoration, elle était déjà là, toute trouvée : des moules de chapeaux en feutre et des enseignes métalliques rappelant le productivisme communiste : « La qualité, c'est notre devise ! », ou encore « Je travaille ! Je contrôle ! Je suis responsable ! ».

Le projet Ambasada s'inscrit aussi dans une vraie démarche d'insertion sociale. Grâce à des fonds européens, Norbert et Andreea ont pu monter une petite entreprise. Ils emploient sept personnes, dont quatre jeunes qui sortent d'un orphelinat, une mère célibataire, et un garçon d'ethnie rom. Alin, 19 ans, s'occupe aujourd'hui de servir le jus de sureau fait maison. « Norbert est venu nous voir à l'orphelinat et a demandé si quelqu'un était intéressé par un poste de travail, j'ai tout de suite dit oui. J'avais déjà travaillé comme serveur, mais là, au comptoir, j'apprends à échanger avec les gens.

Ça me plaît beaucoup. Ce travail me permet surtout de pouvoir payer un loyer et d'être indépendant. »

Depuis le début de l'année, plus de 200 événements ont eu lieu à Ambasada : des réunions d'ONG locales aux soirées CaféKultour organisées par l'Institut culturel français, en passant par le festival de tango de Timișoara. Le jour, des travailleurs indépendants prennent place dans la grande salle ou sur la terrasse. « C'est mon bureau ici, je n'ai même pas besoin de commander, ils m'amènent automatiquement un double café sans sucre le matin, et un léger le soir, sourit Mircea. Et puis le lieu est non fumeur, c'est si rare en Roumanie. Côté décoration, ils n'ont pas essayé de cacher le vieux, mais plutôt de le mettre en valeur. D'habitude, dans ce pays, on essaie de tout recouvrir. »

Texte : Aline Fontaine

Photos : Aline Fontaine (Tam Tam) et Norbert Tako (Ambasada)

Plein d'espaces

Le développement économique de Timișoara a pris un tournant majeur au 18^{ème} siècle, lorsque la région Banat fut rattachée à l'Empire austro-hongrois. Au fil des ans et de la rivière Bega qui traverse la ville, toutes sortes d'usines ont alors vu le jour. Timișoara arrosera ainsi l'Europe de ses nombreux produits : spiritueux, allumettes, chocolat, boutons, cuir... L'usine Paltim par exemple, fondée en 1886, fut la première en Europe de l'Est à se consacrer à la fabrication de chapeaux. En 1900, 250 personnes y travaillaient. Mais quand les communistes sont arrivés au pouvoir en 1948, toute cette industrie fut nationalisée, avant de retomber dans les mains de particuliers en 1990. Aujourd'hui, la plupart de ces usines ont fermé et tombent en ruines.



Pour sa quatrième édition qui s'est tenue du 11 au 14 juin à Tulcea, le festival du film sur l'environnement et les hommes Pelicam a ravi ses participants, une nouvelle fois. La plupart des documentaires présentés ont été beaux, émouvants, surprenants, intelligents. Et l'ambiance du festival, toujours aussi sympathique. LC. Photo prise lors de la soirée du samedi (crédit : Douanutri).

Bestiaire aux lettres

Fantastiques, terriens, anodins, disparus, marins, ils se succèdent tous, patiemment mais rieurs, pour écrire et décrire les lettres de l'alphabet à de jolies petites têtes blondes. Tous ces petits animaux « farfelus » mais non moins subtils, Céline Herrmann les égrène dans *Mon bestiaire à bestioles. Primul meu abecedar în limba franceză* (mon premier abécédaire en français), ouvrage qui vient de paraître sous l'égide de l'Institut français de Roumanie. Même si on ne s'en rend pas compte au premier abord, avec ses couleurs vives, ce volume est lui-même un être de papier tout aussi insolite que ses protagonistes. C'est, de fait, une œuvre collective. A l'invitation de l'Institut français, Céline Herrmann, une des auteures françaises de livres pour enfants les plus connues et publiées, a réinventé cette année les Journées des jeunes apprenants, événement visant à promouvoir l'enseignement précoce du français. Entre avril et mai, depuis les fenêtres des trains qui l'ont emmenée à Braşov, Bucarest, Buzău, Cluj-Napoca, Craiova, Piteşti et Sibiu, elle a découvert des environnements sources d'inspiration pour des ateliers de création. 500 enfants d'une vingtaine d'écoles en ont été les bénéficiaires, ce sont eux les cerveaux de *Mon bestiaire à bestioles. Primul meu abecedar în limba franceză* – notamment pour les dessins. « *J'adore la spontanéité des enfants, leur humour, il me paraît très important en tant que plasticienne de transmettre aux petits les connaissances que j'ai acquises afin qu'ils puissent en profiter, s'exprimer, développer leur imagination, tout en s'amusant avec la couleur, la peinture, le trait libre* », précise Céline Herrmann sur son blog. Son nouveau livre a déjà fait ses preuves de séduction en faveur du français. Il est disponible depuis le 9 juillet et sera officiellement lancé en septembre (date à préciser). Andrei Moldovan



Aparté : La rédaction de *Regard* invite ses lecteurs à écouter l'album de jazz de François Saint-Paul (par ailleurs ambassadeur de France en Roumanie) disponible sur le lien suivant : www.soundcloud.com/fspjazzquintet/sets/iwishyoulove

Lana l'étoile filante

Les vêtements de Lana Dumitru ont déjà fait le tour du monde. Cette jeune créatrice de mode n'en finit pas de surprendre ses aînés, et a récemment obtenu le prix du Jeune designer roumain de l'année.



Lana Dumitru (photo : Ion Paciu / Hornimam Museum)

« **MA GENERATION EST EN LIGNE**, elle est numérique, intelligente et a le sens de l'humour... ». La robe Facebook, l'une de ses premières créations, a été l'étincelle qui a fait exploser la renommée de Lana Dumitru. « *Cette robe fait partie de la collection conçue pour mon diplôme de licence à l'Université d'art de*

Bucarest. Il s'agit de retracer l'évolution de la féminité de façon amusante. Initialement intitulée "à Eve", cette robe parle de la femme virtuelle qui s'occupe plus de son image sur Facebook que d'elle-même. »

Cette élève à la fois assidue et subversive a connu le succès avant qu'elle

ne l'anticipe. Suite à une collection intitulée « La Naïve » – une vitrine d'images psychédéliques en 3D et des paysages imaginaires – Lana a gagné un concours de design organisé par la marque Puma en 2011. Sa réinterprétation de la célèbre veste T7, parue en 1969, a été accueillie avec tellement d'enthousiasme que l'édition limitée





Photo : D.R.

sortie à l’occasion s’est vite évaporée. Elle a créé également une chaise aux motifs traditionnels roumains pour la marque Photoliu, pièce présentée à Londres et encensée par le *New York Times* et *Time Out*.

« Le succès de mes collections me permet de vivre et de me former. Mais c’est Internet qui fait tout le travail de promotion, les images et l’information y circulent si vite que je perds le contrôle. C’est à peine maintenant que je commence à réfléchir à la gestion de mes projets aussi dans une logique d’affaires. » D’un air presque gêné, elle parle d’une petite équipe qu’elle commence à réunir sur Bucarest. « Mon plan est que je n’ai pas de plan », avoue Lana, un peu perdue entre toutes les voix exaltées de ses admirateurs. Plus que simplement présentées en ligne, ses créations ont notamment été exposées au Holon Design Museum

(Israël), aux Art Museum de Kalmar et Design Center de Malmö en Suède, ainsi que dans divers instituts culturels ou galeries d’art.

En ce soir de fin juin, lors du gala de la revue *Forbes Life* tenu dans un hôtel du centre de Bucarest, Lana est la touche de couleur parmi une foule d’invités en noir et blanc. Elle porte une petite robe aux motifs du cimetière joyeux de Săpânța : Anuța lui Nofor, Turda lui Ion Ciorbu, Stan Ileana et Stan Mărie, tous des habitants de cet endroit unique sont aujourd’hui sur ses vestes, ses robes et ses sacs à main. Lana est venue spécialement de Londres pour recevoir le prix du Jeune designer roumain de l’année.

« Je porte rarement mes créations, surtout à des occasions comme celle-ci. Je préfère m’habiller en noir, je n’aime

pas attirer l’attention », explique la jeune femme qui n’est pas encore très à l’aise sur les tapis rouges.

De retour à Londres, elle finira cet été sa thèse de doctorat sur les nouvelles technologies dans l’art et la mode en particulier. Sa technique de prédilection, l’impression digitale, a déjà contribué à l’originalité de ses œuvres avant-gardistes, voire surréalistes. Actuellement en stage dans l’équipe de design digital de la célèbre créatrice de mode grecque Mary Katrantzou, Lana préfère pour l’instant garder sa liberté contre l’offre de s’installer définitivement dans la capitale anglaise. « J’ai 27 ans, je finis mes études cette année et avant d’entrer vraiment dans la vie professionnelle, je veux prendre le temps de voyager, de nourrir mon esprit », conclut-elle souriante et légère. Pour Lana, le temps doit avoir de la patience.

Mihaela Cărbunaru

Plus d’informations sur le lien : lanadumitru.com

Photo : Eddie Lawless



COMMUNIQUÉ

LE FRANÇAIS, AUSSI LANGUE DES AFFAIRES

Avec 34% d’apprenants, l’Europe est le deuxième continent d’apprentissage du français. Même si depuis 2010, son enseignement est en baisse, et que l’anglais reste largement majoritaire en tant que première langue étrangère en Europe. Egalement concurrencé par d’autres langues comme l’italien ou l’allemand, la langue française résiste bien ! Et occupe notamment la 2ème place comme langue vivante au primaire et au secondaire.

La Roumanie, avec plus d’1 million d’apprenants, reste le « poids lourd » européen de l’enseignement du français. Longtemps considérée comme langue de prestige et de culture, le français sait aussi s’affirmer comme langue des affaires. D’ailleurs, les entreprises francophones présentes en Europe centrale et orientale militent pour son enseignement au niveau universitaire et dans les filières professionnelles.

L’expérience des anciens étudiants en particulier, et celle des jeunes professionnels formés à l’Institut de la francophonie pour l’administration et la gestion (IFAG) de Sofia, prouvent que le français utilisé dans la vie professionnelle constitue un atout dans la valorisation des carrières, et que sa maîtrise apporte des débouchés complémentaires.

Il s’agit de lever les malentendus transmis par les idées reçues telles que « l’anglais est la seule vraie langue des affaires ». Du 10 au 12 juin 2015, le forum mondial FUTURALLIA qui a réuni à Bucarest plus de 30 pays – dont 15 pays francophones – et 700 entreprises représentant de nombreux secteurs d’activités (production agricole, énergie, informatique et industries créatives, construction et infrastructures...) a démontré que l’on peut aussi faire des affaires en français.

Ceci étant, le plus grand défi pour la langue française demeure la qualité de son enseignement et sa maîtrise par les jeunes générations. C’est la raison pour laquelle l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a notamment voulu encourager l’émulation entre les apprenants de français en favorisant l’organisation des Olympiades Internationales de la langue française pour les jeunes de 16 à 19 ans au sein des 6 pays membres de l’OIF (Albanie, Arménie, Bulgarie, ERY Macédoine, République de Moldavie et Roumanie). La première édition de ces Olympiades s’est déroulée à Cluj, Capitale européenne de la jeunesse, du 7 au 10 mai 2015, et a récompensé ces jeunes gens qui ont fait le choix du français.



DES PAPILLONS VIVANTS AU MUSEE



Des centaines de papillons tropicaux vivants qui volent pendant les visites au musée : c'est l'exposition peu ordinaire que propose cet été le musée d'histoire naturelle Grigore Antipa de Bucarest. Baptisée « Les couleurs prennent des ailes », celle-ci a été lancée le 30 juin et se tiendra jusqu'au 6 septembre. L'ensemble des animaux présentés proviennent de larves d'élevages de fermes spécialisées. Des spécimens des régions tropicales du monde entier, dont certains atteignent plus de dix centimètres, sont rassemblés dans de larges espaces spécialement aménagés. Les visites ont lieu du mardi au dimanche, de 10h à 18h30, et le prix d'entrée est de 12 lei (10 lei pour les enfants). Jonas Mercier. Photo : Silviu Matei / Mediafax

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



à vélo
au cinéma
Pedalează spre cinema!

**Le cinéma Elvire Popesco
est ouvert tout l'été !**

**INSTITUT
FRANÇAIS**
BUCAREST

Dacia, 77, Bucuresti
cinema.bucarest@institutfrancais.ro
0374 125 216
f/cinemaelvirepopescu
www.elvirepopesco.ro

TIMIȘOARA ART ENCOUNTERS

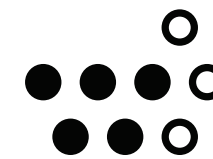
Cet automne, Timișoara renoue avec sa tradition de pôle alternatif de l'art contemporain roumain. Du 3 au 31 octobre, la troisième ville du pays accueillera le « Timișoara Art Encounters », les rencontres artistiques de Timișoara. Avec deux commissaires de poids pour l'espace germanophone, Nathalie Hoyos et Rainald Schumacher, la première édition de cette nouvelle biennale scrutera les cinq dernières décennies de l'art contemporain roumain, son devenir et ses particularités. Expositions, colloques, ateliers, artistes et commissaires d'exposition roumains et étrangers occuperont tous les espaces importants de la ville. Les ambitions des organisateurs sont conséquentes : intéresser le public local à l'art contemporain, faire sortir les spécialistes de Bucarest et de Cluj – les deux centres artistiques les plus actifs dans ce domaine –, redonner à Timișoara sa place des années 1960 dans l'avant-garde de l'art contemporain, et investir le riche patrimoine architectural de la ville avec des interventions insolites. Ces rencontres sont aussi l'une des principales cartes de visite de la candidature de Timișoara au titre de Capitale européenne de la culture en 2021.

Andrei Moldovan
Photo : Jecza Gallery



**WALLONIE-
BRUXELLES
INTERNATIONAL
EST PARTENAIRE.
ET TOI ?**

**MONS 2015
CAPITALE EUROPÉENNE
DE LA CULTURE**



Wallonie - Bruxelles
International.be

programme
sur mons2015.eu

La chronique

DE MATEI MARTIN

IMPRESSIONS CULTURELLES

Malgré la crise de la presse écrite généraliste, malgré la chute du nombre des lecteurs, les revues culturelles résistent. Des dizaines de titres paraissent avec régularité, surtout dans les villes universitaires, proposant grands récits, textes critiques, essais, interviews, chroniques, poèmes... Mais ces revues sont presque invisibles : leur tirage est trop faible pour intéresser les grandes chaînes de distribution ou les librairies, et elles n'ont pas, pour la plupart, de site Internet actualisé. Plutôt citées que vraiment lues, ces revues circulent entre spécialistes et amateurs, un public très restreint, quoique non négligeable. En général, elles sont publiées par des unions de créateurs ou par des fondations, et sont co-financées par les autorités locales. Malgré tout, presque toutes ces revues sont en manque d'argent.

C'est la raison pour laquelle le ministère de la Culture compte subventionner ces publications. Budget du programme : un million d'euros par an, à partir de 2016. Selon le ministre Ionuț Vulpescu, « *soutenir les revues culturelles est une priorité stratégique pour le gouvernement* ». Ces publications prestigieuses auraient la force d'institutions de culture. Et sans ces aides, elles risquent de disparaître, a expliqué le ministre. Le principe des subventions est simple : 75% des financements seront accordés aux revues publiées par les unions de créateurs (Union des écrivains, Union théâtrale, Ordre des architectes, Union des artistes, etc.). Ce sont les Unions mêmes qui présenteront une demande avec les titres des revues et le montant nécessaire pour assurer leur fonctionnement. L'autre quart sera directement dirigé à ces revues dites indépendantes. Une commission d'évaluation sera par ailleurs tenue de juger l'opportunité de chaque demande de subvention. L'argent pourra être dépensé pour couvrir toute une panoplie de frais : charges, loyer, salaires et piges, imprimerie, distribution...

Pour ces publications culturelles, l'idée des subventions est une bouffée d'air ; le financement assurera leur existence pour (encore) une année. « La presse est en crise, la presse culturelle est en crise encore plus profonde », se plaignent les éditeurs. Ceci étant, ce n'est pas à cause du financement (ou de son absence) que ces revues risquent de disparaître, mais à cause des consommateurs, ou plutôt de leur absence. Ce programme de financement est inutile ou, en tout cas, il sera inefficace. Une fois de plus, les politiques culturelles promeuvent la production et non pas la consommation. Comme si la production de ces revues était le cœur du problème, et non pas la diffusion et la rencontre avec le public lecteur.

Des dizaines de titres ont survécu à la période de transition post-communiste avant de traverser plusieurs crises. Leurs moyens sont très réduits, les salaires souvent ridicules, et les conditions de travail précaires. Souvent, des interventions providentielles de la part des autorités ou une contribution inattendue d'un mécène les a sauvées de la faillite. Mais à quoi bon tous ces efforts si leur plus grande réussite n'est que de résister ?

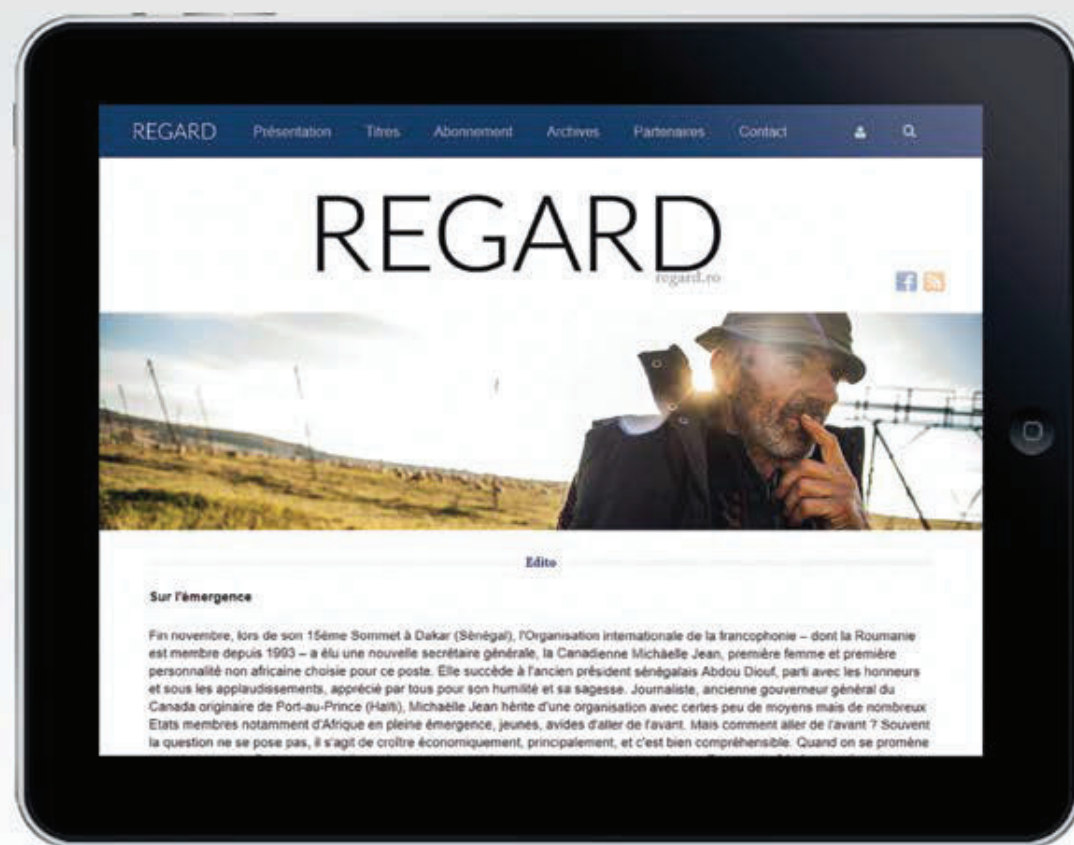
La subvention promise ne pourra que prolonger un état de précarité et assurer la survie de ces journaux pour encore une année. Cet argent ne rendra pas les rédactions plus stables, les revues ne seront pas plus solides sur le long terme. Défendre l'exception culturelle, défendre l'idée de subvention n'exclut pas le pragmatisme. Tout au contraire. La subvention devrait être un outil pour garantir la pérennité d'un produit qui n'est pas destiné à faire du profit et fonctionner selon les règles du marché libre. Mais pour être subventionné, il faut présenter une garantie de viabilité, une vraie raison d'être aux yeux de nombreux lecteurs. Sinon, c'est juste du gaspillage d'argent.

Ce qui manque au programme de subvention pour les revues culturelles est exactement cette dimension pragmatique. Ces financements devraient couvrir les coûts de développement : nouvelle maquette, meilleure diffusion, sites Internet, marketing... Sans réformes et sans efforts d'adaptation, ces publications resteront pour toujours dépendantes de subvention et en voie de disparition, malgré tout l'argent investi.

Matei Martin est journaliste à Radio România Cultural et *Dilema veche*.



EN LIGNE...



Le site **www.regard.ro** accueille depuis plus d'un an de nombreux lecteurs qui ont accès à tous les anciens numéros de la revue *Regard*.

Via notre site, vous pourrez également vous abonner à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

CULTURE

Virtuose violoncelliste

Le violoncelliste roumain Andrei Ioniță a remporté début juillet la 15^{ème} édition du prestigieux concours international de musique classique Tchaïkovski à Moscou. A seulement 21 ans, le jeune musicien assoit sa virtuosité sur les grandes scènes du monde. Connu des orchestres français, allemands et russes, il a déjà été récompensé aux concours internationaux de David Popper de Várpalota (Hongrie, 2009) et Aram Khachaturian (Arménie, 2013). Le concours Tchaïkovski a été créé en 1958 en mémoire du compositeur russe du même nom. Il se tient tous les quatre ans et récompense les musiciens les plus talentueux dans quatre catégories : piano, violon, violoncelle et chant. Jonas Mercier. Photo : D.R.



KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

LES BISONS RETROUVENT LEUR PLACE EN EUROPE

A la mi-juin, 14 bisons ont été relâchés en milieu sauvage dans les Carpates méridionales, au sud de la Roumanie. « C'est le mammifère terrestre le plus grand d'Europe et il est très menacé. Il y a moins de bisons en Europe que de rhinocéros noirs en Afrique, c'est donc une priorité pour l'Europe d'avoir cette espèce de nouveau dans la nature », a déclaré Wouter Helmer, directeur de l'association Rewilding Europe à l'origine de ce projet avec WWF. Les animaux sont originaires de plusieurs parcs animaliers belges, allemands, suisses et français. Durant quelques semaines, ils resteront cantonnés dans un espace de 15 hectares pour s'acclimater et surtout réapprendre à évoluer en troupeau. Les bisons rejoindront ensuite un parc sauvage de 59 000 hectares pour paître en toute liberté dans les Carpates. Ce territoire n'a

pas été choisi par hasard, même si la biodiversité y est menacée par le déboisement et l'installation de monocultures, il reste d'une grande richesse puisque des colonies d'ours, de lynx, et de loups cohabitent. Les bisons ont cependant disparu de cette région depuis plus de deux siècles. C'est pourquoi 17 d'entre eux ont déjà été relâchés l'année dernière. Ils se sont parfaitement adaptés à leur nouvel habitat. C'est donc de bon augure pour la suite puisque l'objectif est d'implanter une population de 500 bisons dans la région en 2025. En effet, les spécialistes estiment qu'il s'agit d'un effectif minimum pour assurer leur pérennité.

Cédric Delage pour bluewin.ch, portail suisse d'informations, le 25/06/2015

EN ROUMANIE, DES FEMMES FACE AUX RIPOUX

Elles sont à la tête de nombre d'institutions judiciaires roumaines, des magistrates qui mènent une lutte sans merci contre la corruption qui gangrène la société tout entière. Le 5 juin dernier, Laura Kövesi a déclaré la guerre au Premier ministre roumain, le social-démocrate Victor Ponta. Elle a engagé des poursuites pour « blanchiment d'argent, conflit d'intérêts et complicité d'évasion fiscale », pour des faits qui remontent aux années 2007 et 2008, alors qu'il était avocat. A Bucarest, la nouvelle a provoqué une terrible déflagration. Car cette grande brune de 42 ans, ancienne basketteuse de haut niveau, réputée incorruptible, n'en est pas à son coup d'essai. Depuis son arrivée à la DNA, en 2013, elle a pris de gros poissons dans ses filets : ministres, maires, juges, hommes d'affaires. Qui, il y a encore quelques années, aurait envisagé tel scénario ? Le pays était aux mains de « barons », qui se comportaient en parrains. Racket et détournement d'argent

public, ce sont des pratiques qui remontent à l'époque communiste, explique Cristian Preda, député européen (PPE). Mais l'électrochoc se produit un quart de siècle plus tard, en 2004, avec l'arrivée au pouvoir du libéral Traian Băsescu. Le nouveau président comprend que son pays ne rejoindra jamais l'Union européenne s'il ne l'engage pas dans une voie vertueuse. Il décide de réformer la justice et sa perle rare porte le nom de Monica Macovei, qui devient la première d'une série de femmes au caractère bien trempé décidées à engager la lutte contre la corruption. Aujourd'hui, la plupart des instances judiciaires sont dirigées par des femmes : Laura Kövesi à la DNA, Livia Stanciu à la Haute Cour de cassation et de justice... Et bien d'autres encore.

Charles Haquet et Iulia Badea-Gueritée pour L'Express, hebdomadaire français, le 21/06/2015

LA ROUMANIE EXPULSE DEUX TUNISIENS ACCUSES DE PROPAGANDE EN FAVEUR DE L'ETAT ISLAMIQUE

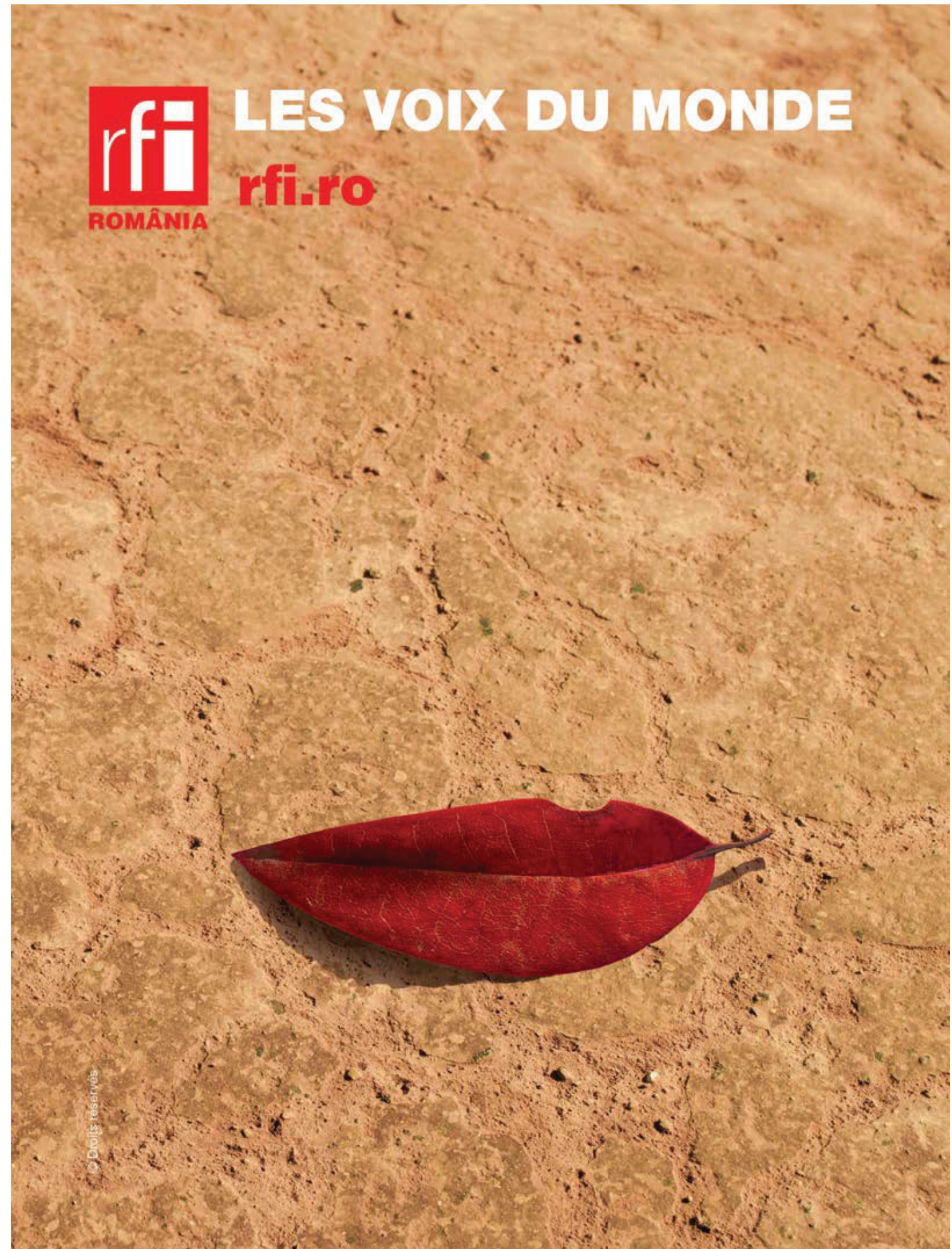
Deux ressortissants tunisiens, accusés de propagande en faveur du groupe Etat islamique (EI), ont été expulsés de Roumanie, a annoncé le Service roumain de renseignement (SRI). Leurs activités visaient la création et la radicalisation d'un groupe d'adeptes de cette entité terroriste. Ils ont été déclarés « persona non grata » pour une période de dix ans par la Cour d'appel de Bucarest. En avril, le SRI avait déjà annoncé l'expulsion de sept ressortissants

étrangers proches du groupe EI et d'Al-Qaïda, soupçonnés de mener des « activités de propagande islamique extrémiste d'orientation jihadiste (...) et de recrutement idéologique pour formation religieuse et militaire dans des zones de conflit touchées par le phénomène terroriste », selon les autorités roumaines.

Huffington Post Tunisie avec l'AFP, le 12/06/2015

Où trouver Regard ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

UN SUICIDE CULTUREL

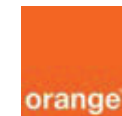
FILIT 2015 n'aura pas lieu. Le plus grand festival de littérature de Roumanie ferme (temporairement ?) ses portes après seulement deux années d'existence. Petit rappel : la première édition du FILIT (Festival international de littérature et de traduction) s'était déroulée à l'automne 2013, à Iași, et la liste des écrivains invités était déjà impressionnante : parmi eux, on retrouvait l'excellent Ukrainien Andrei Kurkov ou le lauréat du prix Goncourt, François Weyergans. L'an passé étaient venus Herta Müller, prix Nobel de littérature, le Britannique David Lodge, ou l'écrivain et réalisateur mexicain Guillermo Arriaga. Pendant une semaine, la ville de Iași était devenue une sorte de « capitale du mot » avec de nombreuses manifestations dédiées aux livres et aux écrivains auxquelles participaient des dizaines de milliers de gens, habitants ou touristes. Le festival 2015 aurait dû connaître le même succès lorsque, brusquement, ses organisateurs ont décidé de l'annuler. Une décision brutale annoncée par l'écrivain Dan Lungu, patron du FILIT et directeur du Musée de littérature de Iași. Que s'est-il passé ? Pour faire court, on peut dire que le FILIT a été sabordé à cause de la politique politicienne. Lungu a dénoncé l'immixtion des partis politiques locaux dans l'organisation du festival, des filiales des deux principaux partis de Roumanie, les libéraux du Parti national libéral (PNL) et les socialistes du Parti social-démocrate (PSD). Le FILIT touchait une importante subvention (l'équivalent d'un demi-million d'euros) de la part du conseil départemental présidé par Cristian Adomniței (PNL). Mais le maire de la ville, Gheorge Nichita, est vice-président du Parti social-démocrate. Ce dernier n'a pas hésité à dénoncer à plusieurs reprises les prétendues « dérives » financières du festival. Les journaux locaux proches du PSD se sont ensuite déchaînés contre les organisateurs du FILIT, la plupart d'entre eux des écrivains connus, en les accusant de manière directe ou voilée d'avoir détourné une partie de l'argent dédié au festival – dans le même temps, les journaux proches du PNL critiquaient tout aussi fort les actions du maire de Iași. Suite à ces tensions, Dan Lungu et son équipe jettent donc l'éponge. Il n'y aura pas de festival cette année, et on ne sait pas ce qui se passera l'année prochaine. Au lieu de s'entendre sur un projet crucial pour Iași la littéraire, les deux principaux partis politiques du pays ont réussi à faire capoter le plus important événement hébergée par cette ville qui souhaite devenir capitale européenne de la culture en 2021. Un bel exemple du mauvais usage de la politique.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION
DE FUNDATIA FRANCOFONIA

Président Bruno Roche
Comité de direction Laurent Couderc, Jacqueline Laye, Bruno Roche
Rédacteur en chef Laurent Couderc
Secrétaire générale de rédaction Cătălina Kahn
Ont participé à la rédaction de ce numéro Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Carmen Constantin, Daniela Coman, Nicolas Don, Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine, Nicolas Friess, Ioana Lazăr, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud, Andrei Moldovan, Luca Niculescu, Dan Popa, Răsvan Roceanu, Mihaela Rodina, Benoît Rutten, Isabelle Wesselingh
Maquette Anamaria Pravicencu
Agences, photos et illustrations Mihai Barbu, Julia Beurq, Douanutri, Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine, Nicolas Friess, Eddie Lawless, Daniel Mihăilescu, Ion Paciu, Norbert Tako, Sorina Vasilescu, Mediafax
Imprimerie Imprimeria Arta Grafică
Web Master Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Safest Bank in Romania »
2014

UNE RAISON DE PLUS DE
CROIRE EN L'AVENIR

TA BANQUE. TON ÉQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO 